



**Conférence des Parties agissant comme
réunion des Parties au Protocole de Kyoto**
Quinzième session
Santiago, 2-13 décembre 2019

Point X de l'ordre du jour provisoire

**Conférence des Parties agissant comme
réunion des Parties à l'Accord de Paris**
Deuxième session
Santiago, 2-13 décembre 2019

Point X de l'ordre du jour provisoire

Rapport du Conseil du Fonds pour l'adaptation

Note de la Présidente du Conseil du Fonds pour l'adaptation

Résumé

Le présent rapport a été établi comme suite à la décision 1/CMP.3 par laquelle le Conseil du Fonds pour l'adaptation a été prié de faire rapport sur ses activités à chaque session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP) ; il porte sur la période allant du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2019. Un additif portant sur la période allant du 1^{er} juillet 2019 au 11 octobre 2019 sera publié après la trente-quatrième réunion du Conseil du Fonds pour l'adaptation. Il contiendra également le rapport établi comme suite à la demande faite au paragraphe 6 de la décision 1/CMP.14, par laquelle le Conseil était prié d'examiner son règlement intérieur, les dispositions du Fonds concernant l'Accord de Paris, et toute autre question pertinente dans le but de s'assurer que le Fonds concourt efficacement à l'application de l'Accord de Paris ; d'examiner les incidences pouvant découler du fait que le Fonds pour l'adaptation reçoit la part des fonds provenant des activités visées aux articles 6, 12 et 17 du Protocole de Kyoto lorsqu'il concourt à l'application de l'Accord de Paris ; et de faire des recommandations à la CMP à sa quinzième session afin que ces recommandations soient transmises à la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris (CMA) pour examen à sa deuxième session. La Présidente du Conseil rendra compte oralement à la quinzième session de la CMP des activités réalisées après la période à l'examen. Le présent rapport contient des informations sur les progrès accomplis par le Fonds pour l'adaptation, en particulier en ce qui concerne la réalisation des tâches dont celui-ci a été chargé par la CMP. Il contient notamment des informations sur les décisions et les mesures prises par le Conseil du Fonds pour l'adaptation, dont la CMP et la CMA sont invitées à prendre note, selon qu'il conviendra.



Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Abréviations et acronymes		3
I. Introduction	1–36	4
A. Mandat	1–3	4
B. Objet de la présente note	4	4
C. Mesures que pourrait prendre la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto à sa quinzième session	5	4
D. Activités menées pendant la période considérée	6–36	6
II. Liens opérationnels et relations avec les institutions relevant de la Convention	37–71	11
A. Financement de projets régionaux	58–59	14
B. Programme de développement de la capacité d'accès direct au financement de l'action climatique	60–61	15
C. Évaluation du Fonds pour l'adaptation	62	16
D. Communications	63–67	16
E. Participation à des réunions et à d'autres manifestations	68	17
F. Dialogue avec des organisations de la société civile	69–71	18
III. Appui apporté à l'exécution du mandat du Conseil du Fonds pour l'adaptation	72–80	19
IV. Le Fonds pour l'adaptation et l'Accord de Paris	81–85	21
Annexes		
I. Adaptation Fund Board members and alternate members		23
II. Approved and actual budget for the 2019 fiscal year and approved budget for the 2020 fiscal year of the Adaptation Fund Board, secretariat and trustee		25
III. Accredited implementing entities		26
IV. Project-related funding decisions by the Adaptation Fund Board between 1 July 2018 and 30 June 2019		28
V. Status of the portfolio of the Adaptation Fund		36
VI. Guidance of the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol at its fourteenth session and response by the Adaptation Fund Board		46
VII. Financial report of the Adaptation Fund Trust Fund as at 30 June 2019, prepared by the trustee: supplemental report to the Adaptation Fund Board Report to the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol at its fifteenth session ...		48

Abréviations et acronymes

AGCID	Agencia Chilena de Cooperación Internacional para el Desarrollo
BAfD	Banque africaine de développement
BTFFEC	Fonds d'affectation spéciale du Bhoutan pour la préservation de l'environnement
CMP	Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto
Comité de Paris	Comité de Paris sur le renforcement des capacités
COP	Conférence des Parties
CRTC	Centre-Réseau des technologies climatiques
CSE	Centre de suivi écologique
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FVC	Fonds vert pour le climat
NABARD	Banque nationale pour l'agriculture et le développement rural [Inde]
NEMC	Conseil national de gestion de l'environnement
OMM	Organisation météorologique mondiale
ONG	organisation non gouvernementale
Partie non visée à l'annexe I	Partie non visée à l'annexe I de la Convention
Partie visée à l'annexe I	Partie visée à l'annexe I de la Convention
PEID	petits États insulaires en développement
PMA	pays les moins avancés
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
SBI	Organe subsidiaire de mise en œuvre
SBSTA	Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
URCE	unité de réduction certifiée des émissions

I. Introduction

A. Mandat

1. À sa septième session, la Conférence des Parties (COP) a décidé de créer le Fonds pour l'adaptation (ci-après dénommé « le Fonds »)¹. À sa troisième session, la CMP a décidé que l'entité chargée d'assurer le fonctionnement du Fonds serait le Conseil du Fonds pour l'adaptation (le Conseil), appuyé par un secrétariat et un administrateur par intérim (l'administrateur)².

2. La CMP a demandé au Conseil de faire rapport sur ses activités à chacune de ses sessions. Elle a en outre invité le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) à fournir des services de secrétariat au Conseil et la Banque mondiale à remplir les fonctions d'administrateur du Fonds, à titre provisoire dans les deux cas.

3. La CMA, à sa première session, et la CMP, à sa quatorzième session, ont décidé que le Fonds concourrait à l'application de l'Accord de Paris en suivant les directives de la CMA et en rendant compte à celle-ci pour toutes questions relatives à l'Accord de Paris, à compter du 1^{er} janvier 2019. À sa quatorzième session, la CMP a en outre décidé que le Fonds concourrait à l'application du Protocole de Kyoto jusqu'à ce que la part des fonds visée au paragraphe 4 de l'article 6 de l'Accord de Paris soit disponible³.

B. Objet de la présente note

4. Le présent rapport contient des informations sur les progrès accomplis par le Fonds, en particulier dans l'exécution des tâches dont celui-ci a été chargé par la CMP, ainsi que des recommandations concernant les mesures que la CMP et la CMA devraient prendre, selon qu'il conviendra. Étant donné que la CMA n'a pas donné au Fonds de directives précises sur les questions relatives à l'Accord de Paris dont le Fonds devrait se charger, le présent rapport ne contient pas d'informations distinctes sur ces questions. Le Conseil souhaiterait que la CMA donne des directives sur toutes les questions relatives à l'Accord de Paris. Sauf indication contraire, le présent rapport porte sur la période allant du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2019.

C. Mesures que pourrait prendre la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto à sa quinzième session

5. Le Conseil invite la CMP à prendre note des principales activités, mesures et décisions, présentées ci-après pour la période considérée, conformément au paragraphe 10 de la décision 1/CMP.4 :

a) Le Conseil a accrédité une entité d'exécution nationale, qui peut ainsi recevoir une aide financière directe du Fonds. Le nombre total d'entités d'exécution accréditées s'établit ainsi à 29 entités nationales, 6 entités régionales et 12 entités multilatérales. Parmi elles figurent 8 entités d'exécution nationales de pays les moins avancés (PMA) et 6 entités d'exécution nationales de petits États insulaires en développement (PEID). Sur les 47 entités d'exécution accréditées, 22 ont été réaccréditées : 9 entités nationales, 3 entités régionales et 10 entités multilatérales. À la fin de la période considérée, le Conseil examinait la recommandation faite par le Groupe d'experts de l'accréditation d'accréditer 2 autres entités nationales entre les sessions selon la procédure de non-objection, ce qui porterait à 31 le nombre total d'entités nationales accréditées ;

b) Au 30 juin 2019, les recettes cumulées du fonds d'affectation spéciale du Fonds atteignaient 887,1 millions de dollars des États-Unis (dollars), dont 201,4 millions de

¹ Décision 10/CP.7, par. 1.

² Décision 1/CMP.3, par. 3.

³ Décisions 13/CMA.1, par. 1, et 1/CMP.14, par. 2.

dollars provenant de la monétisation d'unités de réduction certifiée des émissions (URCE), 657,9 millions de dollars de contributions additionnelles et 27,8 millions de dollars de revenus de placements produits par le solde du fonds d'affectation spéciale. Au cours de la période considérée, les recettes se sont chiffrées à 133,6 millions de dollars, dont 2 millions de dollars provenant de la monétisation des URCE, 119,7 millions de dollars de contributions additionnelles et 11,9 millions de dollars de revenus de placements ;

c) Le montant cumulé des projets et programmes approuvés atteignait 564,2 millions de dollars au 30 juin 2019⁴ ;

d) Des activités ont été mises en œuvre dans le cadre de la première stratégie à moyen terme du Fonds pour la période 2018-2022, dont le lancement de nouveaux guichets de financement pour l'innovation, l'apprentissage et l'extension des projets, une bourse nationale organisée par l'entité d'exécution nationale au Chili, l'Agencia Chilena de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AGCID), dans le cadre du Programme de développement de la capacité d'accès direct au financement de l'action climatique, à laquelle ont participé 11 entités d'exécution nationales du Fonds, et la facilitation de la première réunion indépendante du réseau de praticiens des entités à accès direct en partenariat avec le Fonds vert pour le climat (FVC) et le Fonds pour les changements climatiques en Afrique de la Banque africaine de développement (BAfD) ;

e) Le montant des dons pour le développement de la capacité d'accès direct approuvés se chiffrait à 167 110 dollars, dont 99 910 dollars au titre de la coopération Sud-Sud et 67 200 dollars au titre de l'assistance technique à la mise en œuvre de la politique relative aux garanties environnementales et sociales et de la politique relative aux questions de genre (voir l'annexe IV, tableau 4, pour une vue d'ensemble de toutes les décisions liées aux dons pour le développement de la capacité d'accès direct) ;

f) Les discussions sur les liens noués entre le Fonds et le FVC se sont poursuivies ;

g) Au 30 juin 2019, 265,1 millions de dollars étaient disponibles pour de nouvelles approbations de financement⁵ ;

h) Six propositions de projets ou de programmes nationaux ont été approuvées, pour un montant total de 30,9 millions de dollars, dont trois émanant des entités d'exécution nationales de l'Arménie (deux propositions) et de la République dominicaine, pour un montant de 14 millions de dollars. Une proposition de projet national soumise par une entité d'exécution régionale, d'un montant de 2,5 millions de dollars, a été approuvée pour l'Équateur. Enfin, deux propositions nationales soumises par des entités d'exécution multilatérales, d'un montant total de 14,4 millions de dollars, ont été approuvées pour le Bangladesh et la Mongolie ;

i) Cinq projets régionaux (multinationaux) ont été approuvés et dotés d'un financement de 55,8 millions de dollars, dont 9,9 millions de dollars pour l'Albanie, le Monténégro et la Macédoine du Nord ; 7,9 millions de dollars pour le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Mali et le Togo ; 14 millions de dollars pour le Bénin, le Burkina Faso, le Ghana, le Niger et le Togo ; 13,9 millions de dollars pour le Chili et l'Équateur ; et 10 millions de dollars pour Maurice et les Seychelles. En outre, rappelant la décision qu'il avait prise à sa trente et unième réunion, en mars 2018, d'allouer jusqu'à 60 millions de dollars aux propositions de projets et programmes régionaux pour l'exercice 2019 (du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2019), le Conseil a pris note, à sa trente-troisième réunion, des recommandations du Comité d'examen des programmes et projets, à savoir approuver trois projets régionaux supplémentaires pour un montant de 39,5 millions de dollars, dont le

⁴ Ce chiffre ne tient pas compte de l'approbation prévue entre les sessions des projets régionaux et des projets nationaux, dont le montant s'élève à 93 millions de dollars immédiatement après la fin de la période considérée. Ces décisions devraient porter à 657,2 millions de dollars le montant cumulé des projets et programmes approuvés.

⁵ Ce chiffre ne tient pas compte de l'approbation prévue entre les sessions des projets régionaux et des projets nationaux, dont le montant s'élève à 93 millions de dollars immédiatement après la fin de la période considérée. Ces décisions devraient ramener à 172,1 millions de dollars les fonds disponibles pour le financement de nouvelles décisions.

financement ne pouvait être assuré par les réserves provisoires, et a décidé de placer ces projets sur une liste d'attente afin de les soumettre à approbation entre les sessions sous réserve de la disponibilité des fonds. Le Conseil a aussi décidé d'allouer jusqu'à 60 millions de dollars à des propositions de projets et de programmes régionaux au cours de l'exercice 2020 (du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020) ;

j) Des contributions d'un montant de 119,6 millions de dollars ont été reçues de l'Allemagne, de la France, de l'Irlande, de l'Italie, de la Nouvelle-Zélande et de la Suède, de la Région Bruxelles-Capitale et de la Région wallonne de Belgique ainsi que de la province canadienne du Québec. En outre, le secrétariat du Conseil et l'administrateur ont préparé le transfert d'une contribution globale de la Fondation pour les Nations Unies, comprenant divers dons individuels effectués au cours de la période considérée, dont le fruit de la campagne de mobilisation des ressources menée à la vingt-quatrième session de la COP en collaboration avec Visa, Inc.

D. Activités menées pendant la période considérée

6. Au cours de la période considérée, le Conseil a tenu trois réunions, à chaque fois dans les locaux du secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, à Bonn (Allemagne). Les ordres du jour annotés (y compris la documentation de fond sur les points de l'ordre du jour) et les rapports détaillés des réunions sont disponibles sur le site Web du Fonds⁶.

7. Les principales activités menées par le Conseil pendant la période considérée sont décrites dans les sections suivantes.

1. Élection de la Présidente et du Vice-Président du Conseil du Fonds pour l'adaptation

8. Conformément au paragraphe 13 de la décision 1/CMP.3, à sa trente-deuxième réunion, le Conseil a élu par consensus Sylviane Bilgischer (Belgique, Parties visées à l'annexe I) Présidente et Ibila Djibril (Bénin, États africains) Vice-Président.

2. Changements dans la composition du Conseil du Fonds pour l'adaptation

9. Un certain nombre de membres et de membres suppléants du Conseil ont été remplacés après leur élection à la quatorzième session de la CMP. La liste la plus récente des membres et des membres suppléants du Conseil figure à l'annexe I. Un poste de membre représentant les Parties non visées à l'annexe I et un poste de membre suppléant représentant les États d'Europe occidentale et autres États n'avaient pas été pourvus à la fin de la période considérée.

10. La liste complète des membres et membres suppléants du Conseil figure à l'annexe I.

3. Calendrier des réunions du Conseil du Fonds pour l'adaptation en 2019

11. Le Conseil a adopté un calendrier pour ses trente-troisième et trente-quatrième réunions, organisées en 2019 (voir le tableau ci-dessous). Le Comité d'examen des programmes et projets et le Comité de l'éthique et des finances ont tenu leurs réunions juste avant chaque réunion du Conseil. En outre, le Conseil a décidé, à sa trente-troisième réunion, de tenir une réunion supplémentaire consacrée expressément à l'examen éventuel des tâches qui lui ont été confiées du fait de la décision 1/CMP.14 et des recommandations formulées à ce sujet.

Calendrier des réunions du Conseil du Fonds pour l'adaptation en 2019

<i>Réunion et dates</i>	<i>Lieu</i>
Trente-troisième réunion, 21 et 22 mars	Bonn
Réunion supplémentaire (33.b), 28 et 29 juin	Bonn
Trente-quatrième réunion, 10 et 11 octobre	Bonn

⁶ <http://www.adaptation-fund.org>.

4. Ressources du fonds d'affectation spéciale du Fonds pour l'adaptation

12. Au 30 juin 2019, l'administrateur avait vendu 27,3 millions d'URCE du Fonds au prix moyen de 7,37 dollars, ce qui avait rapporté 201,4 millions de dollars. Le produit de la monétisation des URCE s'est chiffré à 2 millions de dollars pour la période de douze mois s'achevant le 30 juin 2019. À cette date, il restait 12,2 millions d'URCE à vendre, conformément aux directives sur le programme de monétisation des URCE adoptées par le Conseil. À ce jour, le montant total transféré aux entités d'exécution par l'administrateur sur ordre du Conseil s'établit à 350,2 millions de dollars.

13. Au 30 juin 2019, 265,1 millions de dollars étaient disponibles pour de nouvelles approbations de financement⁷.

5. Plan de travail du Conseil du Fonds pour l'adaptation

14. À sa trente-troisième réunion, le Conseil a adopté son plan de travail pour l'exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020⁸.

6. Budget du Conseil du Fonds pour l'adaptation, du secrétariat et de l'administrateur

15. À sa trente-troisième réunion, le Conseil a examiné et approuvé l'allocation des ressources à l'appui des activités du Conseil, de son secrétariat et de l'administrateur jusqu'au 30 juin 2020 (voir l'annexe II)⁹. Le montant estimatif des dépenses d'administration approuvé pour l'exercice budgétaire 2020 pour le Conseil, le secrétariat et l'administrateur est de 6 423 430 dollars au 30 juin 2019, soit une hausse de 6 % par rapport au montant approuvé pour l'exercice précédent. Le budget approuvé permet de financer l'exécution d'une série d'activités dans le cadre de la stratégie à moyen terme et la mise en place de la fonction d'évaluation du Fonds, qui a été lancée pendant la période considérée.

7. Accréditation des entités d'exécution

16. Le Groupe d'experts de l'accréditation s'est réuni trois fois au cours de la période considérée. Le Conseil a élu Chebet Maikut (Ouganda, PMA) Président et Eleonora Cogo (Italie, États d'Europe occidentale et autres États) Vice-Présidente. Ces deux membres du Conseil constituent, avec quatre experts indépendants, le Groupe d'experts de l'accréditation.

17. Conformément à la décision 1/CMP.3, au cours de la période considérée, le Conseil a examiné les recommandations du Groupe d'experts de l'accréditation et approuvé l'accréditation d'une entité d'exécution nationale supplémentaire : le Ministère ougandais de l'eau et de l'environnement. Au cours de la période considérée, le nombre total d'entités d'exécution accréditées s'établissait à 29 entités nationales, 6 entités régionales et 12 entités multilatérales. Parmi elles figurent 8 entités d'exécution nationales de PMA et 6 entités d'exécution nationales de PEID. Au 30 juin 2019, 14 entités nationales candidates de PMA et 7 entités nationales candidates de PEID étaient en cours d'accréditation. Au 30 juin 2019, sur les 47 entités d'exécution accréditées, 22 avaient été réaccréditées : 9 entités nationales, 3 entités régionales et 10 entités multilatérales. La liste des entités d'exécution accréditées figure à l'annexe III. À la fin de la période considérée, le Conseil examinait la recommandation faite par le Groupe d'experts de l'accréditation d'accréditer deux autres entités nationales entre les sessions selon la procédure de non-objection.

18. À sa vingt-troisième réunion, les 9 et 10 octobre 2018, le Comité de l'éthique et des finances a examiné la question des normes d'accréditation liées à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Après avoir examiné les observations et la recommandation du Comité de l'éthique et des finances, le Conseil a décidé, à sa trente-deuxième réunion, les 11 et 12 octobre 2018, de mettre à jour le formulaire de demande d'accréditation en y faisant mention de la lutte contre le blanchiment d'argent et le

⁷ Ce chiffre ne tient pas compte de l'approbation entre les sessions des projets régionaux et des projets nationaux, dont le montant s'élève à 93 millions de dollars. Immédiatement après la fin de la période considérée. Ces décisions devraient ramener à 172,1 millions de dollars les fonds disponibles pour le financement de nouvelles décisions..

⁸ Décision B.33/49 du Conseil.

⁹ Décision B.33/50 du Conseil.

financement du terrorisme¹⁰. Les exemples révisés de pièces justificatives relatives aux critères établis pour le dispositif de contrôle interne, les achats et les politiques et cadres permettant de réagir en cas de mauvaise gestion figurent dans le formulaire de demande d'accréditation¹¹. À sa vingt-neuvième réunion, les 23 et 24 août 2018, le Groupe d'experts de l'accréditation s'est penché sur une procédure d'accréditation accélérée pour les entités accréditées auprès du FVC. Le Conseil en a été informé à sa trente-deuxième réunion¹². Après avoir examiné l'analyse et les conclusions du Groupe d'experts de l'accréditation¹³, il a décidé d'approuver une procédure accélérée d'accréditation auprès du Fonds pour les entités d'exécution nationales, régionales et multilatérales potentielles qui avaient été accréditées par le FVC dans les quatre années précédant la présentation de la demande d'accréditation auprès du Fonds et qui répondent aux critères d'admissibilité énoncés aux paragraphes 24 à 32 des politiques et directives opérationnelles du Fonds¹⁴.

19. À sa vingt-quatrième réunion, tenue les 12 et 13 mars 2019, le Comité de l'éthique et des finances a examiné les implications de la réorganisation des entités d'exécution pour le processus d'accréditation et de réaccréditation et pour l'exécution des projets¹⁵. Après avoir examiné les observations et la recommandation du Comité, le Conseil, à sa trente-troisième réunion, tenue les 14 et 15 mars 2019, a décidé d'approuver les procédures permettant de répondre à ces implications et de demander aux entités d'exécution de communiquer dès que possible au secrétariat du Conseil tout projet de réorganisation¹⁶.

8. Comités du Conseil du Fonds pour l'adaptation

20. Le Comité de l'éthique et des finances et le Comité d'examen des programmes et projets, créés par le Conseil en 2009, se sont réunis à deux reprises pendant la période considérée, programmant leurs réunions deux jours avant celles du Conseil. Patrick Sieber (Suisse, Parties visées à l'annexe I) a été élu Président du Comité d'examen des programmes et projets et Lucas di Pietro Paolo (Argentine, États d'Amérique latine et des Caraïbes) Vice-Président. Sheida Asgharzadeh Ghahroudi (République islamique d'Iran, Asie-Pacifique) a été élue Présidente du Comité de l'éthique et des finances et Mattias Broman (Suède, Parties visées à l'annexe I) Vice-Président.

21. Le Comité de l'éthique et des finances a examiné les points ci-après et formulé des recommandations à leur propos à l'intention du Conseil : le rapport annuel sur les résultats du Fonds pour l'exercice budgétaire 2018 ; les normes d'accréditation relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et au financement du terrorisme ; les implications de la réorganisation d'une entité d'exécution ; l'examen du cadre de résultats stratégiques et du cadre de résultats en matière d'efficacité et d'efficience au niveau du Fonds ; les retards dans le lancement de projets ; le plan de travail pour l'exercice 2020 et le budget administratif du Conseil, de son secrétariat et de l'administrateur.

22. À la fin de la période considérée, le Comité d'examen des programmes et projets avait étudié, lors de ses deux réunions et d'une période d'examen intersessions, 23 ébauches et 27 propositions complètes concernant des projets nationaux, soit 36 projets distincts. Il avait aussi examiné 6 ébauches préliminaires, 5 ébauches et 11 propositions complètes concernant des projets et programmes multinationaux régionaux, soit 18 propositions de projets et programmes distincts.

23. Le Comité a également examiné et communiqué au Conseil les résultats de ses délibérations concernant le programme sur l'innovation (permet d'octroyer des dons de faible

¹⁰ Décision B.32/36 du Conseil.

¹¹ Voir l'annexe 2 du document AFB/EFC.23/4 du Conseil, disponible à l'adresse <https://www.adaptation-fund.org/document/accreditation-standards-related-anti-money-laundering-counteracting-financing-terrorism/>.

¹² Sur la base du document AFB/B.32/4 du Conseil.

¹³ Voir le document AFB/B.32/5 du Conseil, disponible à l'adresse <https://www.adaptation-fund.org/document/analysis-fast-track-accreditation-process-entities-accredited-green-climate-fund/>.

¹⁴ Décision B.32/1 du Conseil.

¹⁵ Document AFB/EFC.24/3/Rev.1 du Conseil, disponible à l'adresse <https://www.adaptation-fund.org/document/implications-reorganization-implementing-entity/>.

¹⁶ Décision B.33/48 du Conseil.

montant au moyen de l'accès direct et par les agrégateurs d'entités d'exécution multilatérales), la longueur du processus de proposition, d'envoi des lettres d'approbation et d'examen des projets et programmes ; les projets et programmes sur liste d'attente et l'ordre de priorité entre eux ; les guichets de financement des projets et programmes régionaux pour l'exercice 2020.

9. Décisions de financement de projets et programmes d'adaptation

24. Conformément à la décision 1/CMP.4, le Conseil a approuvé, aux réunions qu'il a tenues au cours de la période considérée entre les sessions (annexe IV), le financement de six projets nationaux totalisant 30,9 millions de dollars et de cinq projets régionaux d'un montant de 63,6 millions de dollars. À la fin de la période considérée, des propositions nationales et des propositions régionales, représentant respectivement 46,1 millions et 46,9 millions de dollars, étaient en attente d'une décision que le Conseil devait prendre entre les sessions selon la procédure de non-objection, devant s'achever avant le 8 juillet 2019.

25. Les Parties pour lesquelles des propositions nationales ont été approuvées ou recommandées pour approbation en vue d'un financement au cours de la période considérée sont les suivantes : Arménie, Bangladesh, Équateur, Indonésie, Lesotho, Mongolie, République démocratique populaire lao, République dominicaine, Sainte-Lucie, Sierra Leone et Tadjikistan. Les Parties incluses dans les propositions régionales qui ont été approuvées ou recommandées pour approbation en vue d'un financement dans le cadre du guichet de financement des projets et programmes régionaux au cours de la période considérée sont les suivantes : Albanie, Argentine, Bénin, Burkina Faso, Chili, Colombie, Comores, Côte d'Ivoire, Ghana, Macédoine du Nord, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Monténégro, Mozambique, Niger, Pérou, Seychelles, Togo et Uruguay.

26. Outre les décisions de financement énumérées au paragraphe 24 ci-dessus, le Conseil a approuvé, aux réunions qu'il a tenues durant la période considérée, 12 ébauches de projets nationaux pour un montant total de 65,3 millions de dollars concernant les pays suivants : Afghanistan, Congo, Kiribati, Malawi (deux ébauches), Ouganda, Pakistan, République de Moldova, République-Unie de Tanzanie (trois ébauches) et Zimbabwe. Il a également approuvé trois dons destinés à financer la formulation des projets soumis par des entités d'exécution nationales, pour un montant total de 90 000 dollars.

27. Dans le cadre du guichet de financement destiné aux projets et programmes régionaux, outre les décisions de financement mentionnées au paragraphe 24 ci-dessus, le Conseil a approuvé quatre ébauches de projets d'un montant total de 46 millions de dollars pour des projets régionaux dans les pays suivants : Côte d'Ivoire et Ghana ; Djibouti, Kenya, Ouganda et Soudan ; Jordanie et Liban ; Kazakhstan, Ouzbékistan et Tadjikistan. Il a aussi approuvé cinq ébauches préliminaires de projets régionaux pour un montant total de 58,8 millions de dollars pour des projets dans les pays suivants : Argentine, Brésil et Paraguay ; Arménie et Géorgie ; Belize, Guatemala et Honduras ; Cambodge, Népal, Philippines et Thaïlande ; El Salvador et Honduras. Il a également approuvé un montant de 417 174 dollars pour des dons à allouer à la formulation de projets dont l'ébauche préliminaire ou l'ébauche a été approuvée. Parmi les secteurs représentés dans les propositions complètes et les ébauches et ébauches préliminaires approuvées figurent la réduction des risques de catastrophe, la sécurité alimentaire, la foresterie et l'aménagement urbain, la gestion de l'eau, la gestion des zones côtières, le développement rural et l'agriculture. (Voir l'annexe IV, fig. 1 à 3.)

28. À sa onzième session, la CMP a demandé au Conseil de lui fournir dans ses rapports des renseignements supplémentaires sur la situation du portefeuille du Fonds, notamment des projets à différents stades d'avancement¹⁷. Les renseignements demandés figurent à l'annexe V.

29. Comme l'ont suggéré et demandé les organisations de la société civile et les ONG ayant le statut d'observateur, toutes les propositions de projet ou de programme sont publiées, dès leur réception, sur le site Web du Fonds et les acteurs intéressés ont la possibilité de formuler des observations en ligne. Les observations concernant les propositions soumises

¹⁷ Décision 1/CMP.11, par. 11.

au Conseil peuvent être adressées au secrétariat par message électronique¹⁸, sont consultables à la page du projet correspondant sur le site Web, et sont consignées dans le descriptif de projet correspondant adressé au Comité d'examen des programmes et projets.

10. Stratégie à moyen terme

30. La stratégie à moyen terme du Fonds, qui couvre une période de cinq ans (2018-2022), a été approuvée par le Conseil à sa trentième réunion en octobre 2017. Elle s'appuie sur le mandat actuel du Fonds, et sur une analyse de ses principaux avantages et de la façon dont celui-ci peut aider à atteindre les objectifs découlant du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Accord de Paris. La stratégie définit trois axes principaux d'appui aux pays en développement vulnérables : 1) action ; 2) innovation ; et 3) apprentissage et partage. Elle invite le Fonds à accélérer les mesures d'adaptation dans les pays en développement et à en améliorer la qualité, et à soutenir des projets et des programmes impulsés par les pays, l'innovation, et l'apprentissage et le partage multiniveaux à l'échelle mondiale pour une adaptation efficace. Conformément à la stratégie, toutes les activités doivent être conçues de façon à respecter l'égalité des sexes et à bénéficier aux plus vulnérables. Les pays en développement seront aidés à réaliser des projets et des programmes d'adaptation de qualité qui soient conformes à leurs besoins et objectifs de développement. Si le Fonds soutient l'innovation et l'apprentissage depuis son origine, la stratégie envisage un financement ciblé pour ces activités, notamment un soutien à la généralisation à d'autres pays ou régions des pratiques et des technologies d'adaptation innovantes qui ont fait leurs preuves. Des connaissances et des enseignements pratiques seront aussi dégagés à partir des activités efficaces et des thèmes porteurs du Fonds et diffusés.

31. À sa trente et unième réunion, le Conseil a approuvé le plan d'exécution de la stratégie à moyen terme. Il a prié son secrétariat de faciliter l'exécution du plan au cours de la période 2018-2022 et d'établir, pour chaque nouveau type proposé de don et de guichet de financement, un document précis comportant des objectifs, des critères d'examen, une estimation des dons attendus, des modalités d'exécution, un processus d'examen et d'autres caractéristiques pertinentes, et de le soumettre pour examen au Conseil suivant le calendrier provisoire figurant à l'annexe du plan d'exécution, avec la contribution des comités du Conseil¹⁹. Au cours de la période considérée, le secrétariat du Conseil a continué de faciliter l'exécution du plan. À sa trente-deuxième réunion, le Conseil a approuvé les documents, établis par son secrétariat, relatifs à la mise en œuvre des guichets de dons de faible montant pour l'innovation, l'apprentissage et l'élargissement, chacun ciblant les entités d'exécution nationales. Les guichets ont été lancés à la vingt-quatrième session de la COP et, par la suite, cinq propositions ont été reçues pour examen à la trente-troisième réunion du Conseil.

32. Le secrétariat du Conseil a lancé un appel à manifestation d'intérêt pour les acteurs souhaitant faire office d'agrégateurs des entités d'exécution multilatérales pour les dons de faible montant à l'innovation destinés aux entités non accréditées. Parmi les manifestations d'intérêt reçues, le Conseil a décidé, à sa trente-deuxième réunion, d'inviter le PNUE et le PNUD à jouer le rôle d'agrégateurs des entités d'exécution multilatérales et à lui soumettre, pour examen à sa trente-quatrième réunion, des propositions détaillées concernant la création et le fonctionnement de ces agrégateurs.

33. Au titre de l'axe apprentissage et partage de la stratégie à moyen terme et du Programme de développement de la capacité d'accès direct au financement de l'action climatique du Fonds, le secrétariat du Conseil a tenu une bourse nationale au Chili en mai 2019, organisée par l'entité d'exécution nationale, l'AGCID. On a présenté lors de cet événement un projet sur le renforcement de la résilience de la petite agriculture aux changements climatiques dans la région d'O'Higgins, mis en œuvre par l'AGCID, qui traite de la pénurie d'eau dans l'agriculture, à 11 des entités d'exécution nationales du Fonds d'autres pays qui mettent également en œuvre des projets d'adaptation liés à l'agriculture et à la gestion de l'eau.

¹⁸ <https://www.adaptation-fund.org/contact/>.

¹⁹ Décision B.31/32 du Conseil.

11. Suivi du portefeuille

34. Au cours de la période considérée, 55 projets étaient en cours d'exécution, parmi lesquels 9 venaient d'être lancés et 3 autres s'achevaient. À la fin de la période considérée, au total, 350,2 millions de dollars avaient été débloqués pour les 84 projets approuvés depuis la mise en place du Fonds, dont 55,4 millions de dollars au cours de la période considérée. Le volume le plus important de fonds approuvés jusque-là sous forme de dons concerne l'Afrique, avec 27 projets représentant au total 204,6 millions de dollars (36,5 %), suivie par la région Amérique latine et Caraïbes, avec 23 projets pour un montant total de 176,1 millions de dollars (31,5 %), la région Asie et Pacifique, avec 30 projets totalisant 160,9 millions de dollars (28,7 %), et l'Europe orientale, avec quatre projets et un financement approuvé s'élevant à 17 millions de dollars (3 %).

35. La plus grande partie des dons a été consacrée à des projets d'adaptation dans le secteur de la gestion de l'eau, pour un montant approuvé de 89,6 millions de dollars (16 %), suivi de près par le secteur de l'agriculture, pour un montant de 82 millions de dollars (14,6 %), et des projets portant sur la sécurité alimentaire, pour un montant de 78,3 millions de dollars (13,9 %). (Voir l'annexe IV, fig. 3.) Le neuvième rapport annuel sur les résultats du Fonds, correspondant à la période du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2019, sera examiné par le Conseil à sa trente-sixième réunion.

36. Le Fonds suit la répartition par résultats du financement proposé sous forme de dons, en fonction de son Cadre stratégique de résultats. Le volume le plus important de fonds est destiné au résultat 4 du cadre stratégique : « capacité d'adaptation accrue dans les secteurs pertinents en rapport avec le développement et les ressources naturelles » (147,9 millions de dollars, 26,4 %) ainsi qu'au résultat 5 : « renforcement de la résilience des écosystèmes au stress induit par les changements climatiques et la variabilité du climat » (94,7 millions de dollars, soit 17 %).

II. Liens opérationnels et relations avec les institutions relevant de la Convention

37. À sa dixième session, la CMP a prié le Conseil d'étudier des options visant à mettre en place des liens opérationnels, le cas échéant, entre le Fonds et les organes constitués au titre de la Convention, compte tenu des mandats des différents organes²⁰. À sa quatorzième session, elle a accueilli avec intérêt l'examen des relations avec d'autres fonds et les renseignements présentés sur la question par le Conseil en vue de garantir la cohérence et la complémentarité²¹. Elle a invité le Conseil à poursuivre, dans le cadre de son mandat actuel, son examen des liens entre le Fonds pour l'adaptation et d'autres fonds, ainsi que ses efforts visant à améliorer la complémentarité et la cohérence avec d'autres fonds relevant de la Convention ou extérieurs à celle-ci, afin notamment d'aligner les processus et de mobiliser le financement de manière plus efficace.

38. Le Conseil a pris des mesures pour promouvoir l'établissement de liens avec d'autres organes relevant de la Convention, tels que le Comité de l'adaptation, le Comité de Paris sur le renforcement des capacités, le Comité permanent du financement, le Centre-Réseau des technologies climatiques (CRTC), le FVC et le FEM.

39. En marge de la vingt-quatrième session de la COP, le 13 décembre 2018, le Président et le Vice-Président du Conseil et le secrétariat du Conseil se sont joints au deuxième dialogue annuel sur les mécanismes de financement de l'action climatique avec le FVC, ainsi qu'avec les secrétariats du FEM et des Fonds d'investissement pour le climat. Comme l'avait demandé le Conseil, les secrétariats du Conseil et du FVC ont organisé le 12 décembre 2018 une réunion bilatérale informelle entre les membres de leurs conseils respectifs, dont le Président et le Vice-Président du Conseil et les coprésidents du Conseil du FVC. Le secrétariat du Conseil a également organisé, en collaboration avec le FVC, une manifestation parallèle sur la promotion de l'accès direct au financement de l'action climatique.

²⁰ Décision 2/CMP.10, par. 6.

²¹ Décision 2/CMP.14, par. 8.

40. Le secrétariat du Conseil a participé, en qualité d'observateur, aux vingtième, vingt et unième et vingt-deuxième réunions du Conseil du FVC. À la vingt et unième réunion, le Fonds était représenté par le Président du Conseil et le responsable du secrétariat du Conseil. Des représentants du FVC ont participé au cinquième séminaire annuel pour les entités d'exécution nationales du Fonds à Washington, du 28 au 31 août 2018, et ont participé en qualité d'observateurs à la trente-troisième réunion du Conseil les 14 et 15 mars 2019.

41. En collaboration avec le FVC et la BAFD, le secrétariat du Conseil a permis au réseau de praticiens des entités à accès direct de tenir sa première réunion officielle, du 5 au 7 juin 2019 à Durban (en Afrique du Sud).

42. Le secrétariat du Conseil a également participé au forum 2018 du Comité permanent du financement (les 5 et 6 juillet à Songdo, en République de Corée) sur le thème du renforcement de la collaboration dans l'architecture du financement de l'action climatique et a présenté un exposé et participé en tant qu'intervenant à la réunion d'experts du Comité de l'adaptation sur les objectifs et indicateurs nationaux concernant l'adaptation et leur relation avec les objectifs de développement durable et le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (les 24 et 25 juillet 2018 à Tokyo).

43. Le secrétariat du Conseil a fait deux exposés, l'un sur les possibilités de collaboration entre le Fonds et le CRTC à la douzième réunion du Conseil consultatif du CRTC (4 octobre 2018, Vienne) et l'autre à distance à l'intention des participants de l'atelier organisé par le CRTC pour le lancement mondial de la phase III du projet sur l'évaluation des besoins techniques (les 17 et 18 octobre 2018, à Bangkok).

44. À la vingt-quatrième session de la COP, le responsable du secrétariat du Conseil a participé en tant qu'intervenant au bilan de la mise en œuvre et du niveau d'ambition d'ici à 2020 et à l'atelier organisé par l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture et les organes constitués en vertu de la Convention. Des membres du secrétariat du Conseil ont participé à l'atelier technique sur le renforcement des capacités de prise en compte des questions de genre organisé par le Comité de Paris à l'intention des organes constitués en vertu de la Convention.

45. Le secrétariat du Conseil et le secrétariat de la Convention, sous les auspices du Partenariat du Cadre de Nairobi, ont organisé un atelier régional visant à favoriser l'accès au financement de l'adaptation lors de la Semaine africaine du climat, les 18 et 19 mars 2019, à Accra.

46. Le secrétariat du Conseil a participé, en qualité de coorganisateur, d'intervenant et d'animateur, à la réunion d'experts techniques sur l'adaptation (les 25 et 26 juin 2019, à Bonn) tenue en parallèle avec la cinquantième session des organes subsidiaires. Un membre du Conseil et un membre du secrétariat ont également été invités à participer, respectivement en tant qu'intervenant et en tant que participant, à l'atelier sur les questions de genre et les changements climatiques – l'impact du Programme de travail de Lima relatif au genre et de son Plan d'action pour l'égalité des sexes. Le secrétariat du Conseil a participé en qualité d'observateur à la troisième réunion du Comité de Paris et au huitième Forum de Durban sur le renforcement des capacités et a organisé avec le Comité de Paris et le CRTC une manifestation parallèle à l'intention des organisations qui apportent un appui à la préparation et au renforcement des capacités pour améliorer cet appui aux fins de l'adaptation aux changements climatiques. Le secrétariat du Conseil a également fait un exposé à l'atelier de Koronivia sur les méthodes et démarches relatives à l'évaluation de l'adaptation, des retombées positives de l'adaptation et de la résilience. Le Président du Groupe technique de référence pour les questions d'évaluation du Fonds a participé à l'atelier de session sur le financement de l'action climatique à long terme, en 2019, en qualité d'intervenant et d'animateur.

47. Le secrétariat du Conseil est hébergé par le secrétariat du FEM, qui favorise l'échange d'informations et de connaissances et fournit un appui interorganisations, si nécessaire. Le secrétariat du Conseil a participé en qualité d'observateur aux cinquante-cinquième et cinquante-sixième réunions du Conseil du FEM, du 18 au 20 décembre 2018 et du 11 au 13 juin 2019.

48. En 2015, le Conseil a étudié la possibilité d'instituer des liens opérationnels entre le Fonds et le FVC afin de canaliser les ressources pour l'adaptation, et a défini deux options :

- a) Demander à être accrédité en tant qu'intermédiaire financier auprès du FVC ;
- b) Conclure un mémorandum d'accord ou un accord spécial avec le FVC.

49. Le Conseil a également examiné les moyens de renforcer la complémentarité avec le FVC par des activités spécifiques. Conformément au mandat défini par le Conseil, en mai 2016, le Président a entamé un dialogue avec l'un des coprésidents du Conseil du FVC sur les liens potentiels entre les deux fonds, et le secrétariat a réfléchi avec le secrétariat du FVC à des activités concrètes qui permettraient d'instaurer une collaboration dans les domaines ci-après, mais pas uniquement : l'aide à la préparation, notamment dans le cadre d'activités communes, telles que des ateliers ou des séminaires organisés dans les régions ; la gestion axée sur les résultats ; l'accréditation ; la définition des projets et programmes.

50. À sa quatorzième session, la CMP a pris note des efforts déployés par le Conseil pour améliorer la coopération avec d'autres fonds afin de garantir la cohérence et la complémentarité, et l'a invité à poursuivre ses efforts visant à améliorer la complémentarité et la cohérence avec d'autres fonds relevant de la Convention ou extérieurs à celle-ci, afin notamment d'aligner les processus et de mobiliser le financement de manière plus efficace²².

51. À sa trente et unième réunion, le Conseil a continué d'étudier les liens potentiels avec le FVC, et a invité un représentant de son secrétariat à prendre la parole devant lui afin d'expliquer la signification des modalités de fonds à fonds au titre du pilier 1 du cadre opérationnel pour la complémentarité et la cohérence avec les autres mécanismes de financement de l'action climatique. Ce représentant a expliqué que le Conseil du FVC avait adopté un cadre opérationnel qui était constitué de quatre piliers : 1) un dialogue au niveau des conseils d'administration sur les modalités de fonds à fonds ; 2) le renforcement de la complémentarité entre les fonds au niveau des activités ; 3) la promotion de la cohérence entre les fonds au niveau des programmes nationaux ; 4) la complémentarité au niveau du financement de l'action climatique grâce au dialogue qui existait entre les fonds.

52. À sa trente-deuxième réunion, rappelant ses décisions B.30/43 et B.31/33 et tenant compte de la correspondance ultérieure entre son secrétariat et celui du FVC, le Conseil a examiné les liens potentiels entre le Fonds et le FVC, dans le cadre d'une série de discussions à deux niveaux : 1) par un dialogue entre le Président et le Vice-Président du Conseil et les coprésidents du Conseil du FVC, à la fois exclusivement et dans le cadre du dialogue annuel entre un groupe élargi de fonds pour le climat ; 2) au moyen de discussions permanentes entre les secrétariats du Conseil et du FVC sur des activités spécifiques concernant la complémentarité et la cohérence. Plus précisément, à sa trente-deuxième réunion, il a décidé de demander au Président et au Vice-Président, avec l'aide du secrétariat, de continuer à collaborer activement avec le Conseil du FVC par l'intermédiaire des coprésidents de celui-ci en vue d'étudier des moyens concrets de renforcer la complémentarité et la cohérence, notamment des possibilités concernant les modalités et l'accréditation de fonds à fonds. Le Conseil a également demandé, par sa décision B.32/41, que son secrétariat poursuive les discussions avec le secrétariat du FVC afin de faire progresser les activités de collaboration mises en évidence lors du dialogue annuel de novembre 2017, de l'atelier technique de février 2018 et des réunions informelles entre le Président et le Vice-Président du Conseil et les coprésidents du FVC en mai et septembre 2018, en marge de la vingt-quatrième session de la COP. Il a aussi demandé à son secrétariat de continuer d'examiner les possibilités de modalités de fonds à fonds, y compris le processus visant l'accréditation auprès du FVC, tel qu'il est décrit dans le premier pilier du cadre opérationnel du FVC pour la complémentarité et la cohérence, qui figure dans le document GCF/B.17/08 du FVC.

53. À sa trente-troisième réunion, le Conseil n'a pas eu le temps d'examiner les progrès accomplis dans les activités décrites ci-dessus. Toutefois, les secrétariats du Conseil et du FVC, en prévision des réunions informelles entre le Président et le Vice-Président du Conseil et les coprésidents du FVC, ont défini ensemble une première série d'options concernant les modalités et la collaboration entre le Fonds et le FVC. Le fruit de ce travail a été présenté

²² FCCC/KP/CMP/2018/4, par. 45 à 56, et FCCC/KP/CMP/2018/4/Add.1, par. 18.

dans une note d'information informelle établie par les secrétariats du FVC et du Conseil et transmise aux coprésidents du FVC et aux Président et Vice-Président du Conseil pour examen lors de la réunion informelle. Cette note a d'abord été établie à l'intention du Président et des coprésidents, puis distribuée par le secrétariat du FVC aux membres du Conseil du FVC afin d'être examinée à la vingt-deuxième réunion du Conseil du FVC. Elle résumait les quatre options de collaboration entre les deux fonds : 1) la fourniture au FVC, par le Fonds, d'une assistance de type accès au financement ; 2) la gestion par le Fonds d'une enveloppe de financement du FVC ; 3) l'accréditation du Fonds auprès du FVC ; 4) la formalisation et l'élargissement de l'actuelle coopération entre les deux secrétariats.

54. À la vingt-deuxième réunion du Conseil du FVC, les coprésidents du FVC ont rendu compte de la collaboration avec le Fonds, comme indiqué dans le document B.22/09 et son annexe 1. Selon ce document, les discussions tenues par les deux conseils lors de la réunion informelle à Katowice (Pologne) se sont concentrées sur deux considérations primordiales susceptibles d'avoir une incidence sur n'importe quelle modalité éventuelle :

a) La mesure dans laquelle le Fonds est prêt à assumer la responsabilité de la programmation du financement du FVC ;

b) Si et comment le Conseil appliquera les politiques du FVC aux projets et programmes approuvés grâce aux fonds du FVC.

55. Le document GCF/B.22/09 fait également mention de la capacité juridique du Fonds à conclure un quelconque accord juridique avec le FVC, en particulier au paragraphe 10 de l'annexe 1, où il est écrit que l'avis juridique indépendant d'une organisation tierce permettrait de faire la clarté sur la capacité juridique, la personnalité et la structure du Fonds pour l'adaptation (Conseil, secrétariat et fonds d'affectation spéciale du Fonds pour l'adaptation).

56. À sa trente-quatrième réunion, le Conseil voudra peut-être examiner les quatre options concernant les modalités de fonds à fonds décrites dans le document GCF/B.22/09 et son annexe 1.

57. Le secrétariat du Conseil a également insisté sur la cohérence et la complémentarité entre le Fonds et le FVC dans ses communications faites en consultation avec ce dernier. Par exemple, on a expliqué dans un podcast consacré au projet mené par le Fonds en Colombie comment le FVC avait étendu ce projet. Le secrétariat du Conseil a également produit une vidéo sur les activités générales que le Fonds avait menées pour la vingt-quatrième session de la COP, dans laquelle il a abordé l'utilité de la collaboration entre le Fonds et le FVC s'agissant du partage des connaissances et de l'extension des projets.

A. Financement de projets régionaux

58. À sa vingt-cinquième réunion, en avril 2015, le Conseil a approuvé un programme pilote concernant les projets et programmes régionaux, et l'appel aux propositions régionales a été lancé le 5 mai 2015. L'objectif général de ce programme pilote était d'expérimenter différentes approches régionales relatives à la mise en œuvre de projets concrets d'adaptation aux changements climatiques dans des pays en développement vulnérables et de recenser les enseignements tirés. Ceux-ci aideraient le Conseil à décider ultérieurement s'il convenait ou non d'intégrer le projet en question dans les activités du Fonds. Le programme pilote ne devait pas entrer en ligne de compte dans le plafond de 50 % que le Conseil avait institué à sa douzième réunion²³ pour les propositions soumises par les entités d'exécution multilatérales ni dans le plafond de 10 millions de dollars par pays fixé par le Conseil à sa treizième réunion²⁴. À sa vingt-cinquième réunion, le Conseil a fixé un plafond de 30 millions de dollars pour le programme pilote²⁵.

59. L'intérêt pour ce programme est resté élevé, les propositions soumises au cours de la période considérée représentant un montant total de 186,7 millions de dollars. Les

²³ Décision B.12/9 du Conseil.

²⁴ Décision B.13/23 du Conseil.

²⁵ Décision B.25/28 du Conseil.

propositions approuvées au cours de la période considérée s'élevaient au total à 55,7 millions de dollars. À sa trente-troisième réunion, le Conseil a décidé d'inscrire à son programme de travail pour l'exercice 2020 un crédit d'un montant de 60 millions de dollars destiné au financement de propositions de projets et de programmes régionaux, comme suit : 1) un montant maximum de 59 millions de dollars à utiliser pour financer les propositions de projets et de programmes régionaux pour lesquelles est demandé un montant maximum de 14 millions de dollars ; 2) un montant maximum d'un million de dollars pour le financement de demandes de dons au titre de la formulation de projets en vue de l'élaboration d'ébauches de projets et de programmes régionaux ou de propositions complètes de projets et de programmes.

B. Programme de développement de la capacité d'accès direct au financement de l'action climatique

60. Au cours de la période considérée, le Conseil a approuvé le lancement de dons pour l'extension des projets, y compris leurs procédures de demande et leurs critères d'examen, dans le cadre des activités de développement de la capacité d'accès direct au financement au titre de la stratégie à moyen terme et de son plan d'exécution.

61. Les activités ci-après ont été réalisées au cours de la période considérée :

a) Cinquième séminaire à l'intention des entités d'exécution nationales (28-31 août 2018, Washington) ;

b) Septième et huitième webinaires sur le financement de l'action climatique à l'intention des entités d'exécution nationales accréditées, qui traitaient respectivement des changements apportés aux projets/programmes d'adaptation en cours de mise en œuvre (25 octobre 2018) et des systèmes et produits de gestion des connaissances (25 avril 2019) ;

c) Approbation de deux dons au titre de la coopération Sud-Sud pour aider les pays en développement à déterminer quelles institutions nationales sont susceptibles de jouer le rôle d'entité d'exécution et à établir et soumettre les demandes d'accréditation, en Afghanistan sous la responsabilité de la NABARD, entité d'exécution nationale de l'Inde, et à Maurice sous la responsabilité du Centre de suivi écologique (CSE), entité d'exécution nationale du Sénégal²⁶ ;

d) Approbation de trois dons d'assistance technique destinés à aider les entités d'exécution nationales de l'Arménie (EPIU), du Bhoutan (BTSEC) et de la République dominicaine (Institut dominicain de développement intégré) à renforcer leur capacité à traiter et gérer les risques environnementaux et sociaux et les aspects concernant les questions de genre dans les projets et programmes d'adaptation, ainsi qu'au niveau institutionnel²⁷ ;

e) Atelier régional sur le développement de la capacité d'accès direct au financement de l'action climatique pour les pays d'Afrique centrale (18 et 19 mars 2019) afin de promouvoir l'accès au financement de l'adaptation par la modalité d'accès direct du Fonds, qui a eu lieu en marge de la Semaine africaine du climat 2019 à Accra ;

f) Échange d'expériences dans la région d'O'Higgins, au Chili, coorganisé par l'entité d'exécution nationale accréditée du Chili (AGCID) (5-11 mai 2019). Cette manifestation nationale de cinq jours a réuni 12 des entités d'exécution nationales accréditées du Fonds venant d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes ainsi que d'Asie et du Pacifique, qui ont partagé leurs connaissances et leurs expériences sur le thème de l'eau et de l'agriculture, de même que les enseignements tirés du projet financé par le Fonds au Chili ;

g) Une première réunion en personne des praticiens des entités à accès direct en partenariat avec le FVC et le Fonds pour les changements climatiques en Afrique de la BAfD (5-7 juin 2019). Elle a permis d'avancer dans l'élaboration du cadre de gouvernance du réseau de praticiens et d'un plan d'action visant à combler les lacunes et à surmonter les obstacles mis en évidence par les entités, en vue de renforcer la capacité des entités

²⁶ Décisions B.32-33/8 et B.32-33/9 du Conseil.

²⁷ Décisions B.32-33/5 à B.32-33/7 du Conseil.

d'exécution nationales du Fonds et des entités à accès direct du FVC à accéder au financement de l'action climatique et à mener à bien des programmes à ce sujet.

C. Évaluation du Fonds pour l'adaptation

62. Au cours de la période considérée, le Fonds a mis en place une fonction d'évaluation indépendante sous la forme du Groupe technique de référence pour les questions d'évaluation. À sa trente et unième réunion, en mars 2018, le Conseil a approuvé le mandat du Groupe et créé un groupe de travail chargé du recrutement composé de membres et de suppléants. Aux termes de ce mandat, le Groupe devait être composé d'un président et de quatre membres, et bénéficier de l'appui d'un petit secrétariat spécialisé. Au cours de la période considérée, le groupe de travail chargé du recrutement, appuyé par ce secrétariat, a publié l'avis de vacance du poste de président du Groupe et a choisi un candidat qui avait sa préférence. Le Conseil a nommé le Président du Groupe par une décision qu'il a prise en janvier 2019, entre deux sessions²⁸. Ensuite, le secrétariat du Groupe, de concert avec le nouveau Président du Groupe, a recruté un spécialiste de l'évaluation chargé de coordonner le secrétariat du Groupe technique de référence pour les questions d'évaluation. Le Président du Groupe et son secrétariat, en consultation avec le groupe de travail chargé du recrutement, ont publié l'avis de vacance des quatre postes restants et ont recruté quatre candidats qui avaient leur préférence peu avant la fin de la période considérée.

D. Communications

63. Au cours de la période considérée, le Conseil a diffusé régulièrement des informations sur les travaux du Fonds au moyen de différentes plateformes, dont 20 communiqués de presse, un article sur un projet (et deux autres en cours d'élaboration) et trois bulletins d'information électroniques. Un article exhaustif, fortement médiatisé, a été rédigé pour un site Web externe. Trois vidéos et les trois premiers podcasts du Fonds (dont un en espagnol), ainsi que sept brochures, ont été produits. Certains des documents d'information publiés précédemment ont été traduits en plusieurs langues. Bon nombre des thèmes visés dans la stratégie à moyen terme ont été évoqués dans différents messages et articles, ainsi que lors d'événements et de campagnes clefs. Le secrétariat du Conseil a également facilité une visite de la New York Film Academy pour le tournage d'un documentaire sur le projet mené par le Fonds au Belize, dans le but de promouvoir auprès d'un public plus large la durabilité des écosystèmes marins et l'action climatique.

64. Les moyens de communication numériques du Fonds ont continué de bien se développer au cours de la période considérée. Le nombre d'utilisateurs du site Web (93 764 contre 55 325), de sessions Web (145 380 contre 97 685) et de pages vues (706 794 contre 555 290) a considérablement augmenté par rapport à la période précédente. Sur les médias sociaux, le Fonds a atteint près de 13 000 abonnés sur Twitter, soit une augmentation d'environ 3 400 abonnés au cours de la période considérée, et a enregistré 571 400 affichages. Il compte près de 11 500 abonnés sur Facebook, a publié huit nouveaux albums photos de son travail sur Flickr et a créé une nouvelle chaîne de podcasts sur SoundCloud.

65. Le Fonds est cité dans 593 articles de presse dans le monde, la plupart en anglais (384), en espagnol (118) et en français (81). Il a beaucoup communiqué lors de la vingt-quatrième session de la COP, à Katowice. Il a organisé une exposition multimédia qui comprenait des photos et des vidéos sur ses projets et son travail pionnier de renforcement des capacités d'accès direct, ainsi que des supports d'information. Le Conseil a également créé, pour la vingt-quatrième session de la COP, un site Web consacré aux activités du Fonds, qui était actif avant et pendant la conférence. Ce site a été consulté 3 704 fois, soit 26 % de plus que le site Web créé l'année précédente pour la vingt-troisième session de la COP. Le hashtag #AFAdaptTogether pour la conférence a considérablement augmenté le nombre de visites sur le site Web (60 000) et sur Twitter (624 likes) pendant la vingt-quatrième session de la COP, par rapport à l'année précédente. Le Fonds a organisé une manifestation parallèle

²⁸ Décision B.32-33/15 du Conseil.

au cours de laquelle les entités d'exécution nationales partenaires et les ONG ont parlé des innovations et de la reproductibilité des projets du Fonds et le Président du Conseil a annoncé la création de trois guichets de financement innovants.

66. Le Fonds a également organisé deux manifestations à l'intention des médias, mettant en évidence les partenaires de projets, l'extensibilité de ses projets et les nouveaux dons, et a contribué à faciliter un dialogue ouvert et fructueux avec les contributeurs, au cours duquel de nouvelles annonces de dons ont été faites, pour près de 129 millions de dollars. Des discours ont été prononcés par : Patricia Espinosa, Secrétaire exécutive de la Convention ; Josaia Voreqe Bainimarama, Premier Ministre des Fidji et Président de la vingt-troisième session de la COP ; Karolina Skog, Ministre suédoise de l'environnement ; Jean-Luc Crucke, Ministre du budget, des finances, de l'énergie, du climat et des aéroports de la Région wallonne de Belgique ; Céline Fremault, Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de Belgique, chargée du logement, de la qualité de vie, de l'environnement et de l'énergie ; Vincent Biruta, Ministre rwandais de l'environnement ; Karsten Sach, Directeur général chargé de la politique internationale et européenne et de la politique climatique du Ministère fédéral allemand de l'environnement, de la protection de la nature et de la sûreté nucléaire ; Adrien Zakhartchouk, Directeur du bureau climat, environnement et agriculture à la Direction générale du Trésor français ; Raffaele Mauro Petriccione, Directeur général chargé de l'action climatique de la Commission européenne ; Anna Broadhurst, chef de la délégation néo-zélandaise à la vingt-quatrième session de la COP ; Francesco La Camera, Directeur général chargé du développement durable, de l'énergie et du climat au Ministère italien de l'environnement, de la terre et de la mer ; Le-Anne Roper, administratrice technique principale chargée de l'adaptation à la division des changements climatiques du Ministère jamaïcain de la croissance économique et de la création d'emplois ; Elin Lorimer, chef de projet d'INDIGO en Afrique du Sud ; et Victor Viñas, Président du Conseil.

67. De nombreuses autres manifestations et réunions parallèles ont été organisées, avec la participation d'intervenants de fonds pour le climat, d'entités d'exécution nationales, d'organisations de la société civile et de Parties, à la vingt-quatrième session de la COP, à la cinquantième session des organes subsidiaires et à d'autres grandes conférences sur le climat. En partenariat avec l'Institut de la Francophonie pour le développement durable, le Conseil a également organisé à l'intention des pays francophones une manifestation en français sur le thème de l'innovation et des connaissances en matière d'adaptation, au pavillon de la Francophonie, en marge de la vingt-quatrième session de la COP.

E. Participation à des réunions et à d'autres manifestations

68. Des membres du Conseil et le secrétariat ont participé à diverses manifestations pour présenter l'expérience du Fonds, et des visites ont été organisées à cette occasion sur des sites de projets au Chili et au Rwanda. Outre les réunions du Conseil, les réunions du Groupe d'experts de l'accréditation et les manifestations en rapport avec le développement de la capacité d'accès au financement (voir les paragraphes 60 et 61 ci-dessus) qu'ils ont organisées, le Conseil et le secrétariat ont pris part aux manifestations suivantes :

- a) Forum du Comité permanent du financement sur le thème du renforcement de la collaboration dans l'architecture du financement de l'action climatique (5 et 6 juillet 2018, Songdo) ;
- b) Comité de l'adaptation : réunion d'experts sur les objectifs et indicateurs nationaux en matière d'adaptation et leurs liens avec les objectifs de développement durable et le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (24 et 25 juillet 2018, Tokyo) ;
- c) Réunion régionale d'experts techniques sur l'adaptation (vingt-septième séminaire Asie-Pacifique sur les changements climatiques) (26 et 27 juillet 2018, Tokyo) ;
- d) Deuxième partie de la quarante-huitième session des organes subsidiaires et sixième partie de la première session du Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris (4-9 septembre 2018, Bangkok) ;

- e) Semaine du climat 2018 à New York (27 et 28 septembre 2018, New York) ;
- f) Douzième réunion du Comité consultatif du CRTIC (4 octobre 2018, Vienne) ;
- g) Atelier organisé par le CRTIC pour le lancement mondial de la phase III du projet sur l'évaluation des besoins techniques (17 et 18 octobre 2018, Bangkok) ;
- h) Atelier consultatif du groupe des PMA (14 et 15 novembre 2018, Addis-Abeba) ;
- i) Forum sur la croissance verte en Afrique et Forum sur l'investissement dans la croissance verte en Afrique (26-30 novembre 2018, Kigali) ;
- j) Conférence du Groupe C40 sur le financement (28 et 29 novembre 2018, Berlin) ;
- k) Alliance pour le leadership dans le financement de l'action climatique en faveur des villes, forum des professionnels chargés de la préparation des projets (30 novembre 2018, Berlin) ;
- l) Vingt-quatrième session de la COP et quatorzième session de la CMP (2-14 décembre 2018, Katowice) ;
- m) Atelier de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture avec les organes constitués en vertu de la Convention (3 décembre 2018, Katowice) ;
- n) Bilan de la mise en œuvre et du niveau d'ambition d'ici à 2020 effectué à la vingt-quatrième session de la COP (5 décembre 2018) ;
- o) Quatrième conférence annuelle sur le développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes qui avait pour thème la promotion du financement de l'action climatique et de l'adaptation dans la région (22 et 23 février 2019, New Haven, Connecticut, États-Unis) ;
- p) Cinquantième session des organes subsidiaires (17-27 juin 2019, Bonn) ;
- q) Atelier sur les questions de genre et les changements climatiques – l'impact du Programme de travail de Lima relatif au genre et de son Plan d'action pour l'égalité des sexes (16-18 juin 2019, Bonn) ;
- r) Atelier de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture sur les méthodes et démarches pour l'évaluation de l'adaptation, des retombées positives de l'adaptation et de la résilience (17 et 18 juin 2019, Bonn) ;
- s) Huitième Forum de Durban sur le renforcement des capacités et troisième réunion du Comité de Paris (20-22 juin 2019, Bonn) ;
- t) Réunion d'experts techniques sur l'adaptation (25 et 26 juin 2019, Bonn) ;
- u) Conférence Resilient Cities 2019 organisée par ICLEI – Les Gouvernements locaux pour le développement durable (26-28 juin 2019, Bonn) ;
- v) Vingtième, vingt et unième et vingt-deuxième réunions du Conseil du FVC ;
- w) Cinquante-cinquième et cinquante-sixième réunions du Conseil du FEM.

F. Dialogue avec des organisations de la société civile

69. Depuis sa douzième réunion, le Conseil organise régulièrement des séances de dialogue avec les organisations de la société civile afin d'écouter leurs propositions, de recueillir leurs observations sur les questions inscrites à son ordre du jour et de procéder à des échanges de vues. Ces séances sont inscrites à son ordre du jour. Dans la stratégie à moyen terme du Fonds pour 2018-2022, il est souligné que la société civile contribue aux activités du Fonds de diverses manières, par exemple en prenant part à la mobilisation de ressources, en communiquant des informations actualisées et des évaluations sur les projets soutenus, en transmettant des commentaires des bénéficiaires visés et en aidant à la gestion des connaissances. Il y est précisé que, bien que les pratiques actuelles soient

raisonnablement efficaces s'agissant de la transparence et même des explications données aux organisations de la société civile, on peut encore améliorer les choses, et que le Conseil a l'intention de travailler avec le réseau d'ONG du Fonds pour l'adaptation afin d'étudier les modalités d'une collaboration encore plus étroite au cours de la période 2018-2022.

70. Après y avoir été invité, le secrétariat du Conseil a participé à l'atelier stratégique du réseau d'ONG du Fonds pour l'adaptation qui s'est tenu après la vingt-quatrième session de la COP. Le réseau a ainsi pu proposer au secrétariat du Conseil des moyens de rendre plus active sa participation aux réunions du Conseil et aux activités du Fonds. Certaines de ces suggestions ont également été communiquées au Conseil lors de la séance ordinaire de dialogue tenue à la trente-troisième réunion du Conseil le 14 mars 2019, et le Conseil les a dûment examinées.

71. À sa trente-troisième réunion, le Conseil a examiné la question de la participation de la société civile et a décidé d'étudier, en consultation avec elle et en tirant des enseignements de l'approche des autres fonds pour le climat, les possibilités de renforcer encore la participation de la société civile à ses travaux²⁹.

III. Appui apporté à l'exécution du mandat du Conseil du Fonds pour l'adaptation

72. À sa cinquième session, la CMP a encouragé les Parties visées à l'annexe I de la Convention et les organisations internationales à alimenter le Fonds pour l'adaptation en versant des contributions qui s'ajouteraient à la part des fonds provenant des activités de projet prises en compte au titre du mécanisme pour un développement propre³⁰. À sa septième session, elle a continué d'encourager les Parties visées à l'annexe I et les organisations internationales à alimenter le Fonds³¹.

73. Le Conseil a approuvé une stratégie de mobilisation de fonds à sa vingt-deuxième réunion, une version révisée de la stratégie de mobilisation de ressources à sa vingt-huitième réunion et un plan d'action pour la mobilisation de ressources à sa vingt-neuvième réunion. Il a tenu une séance de dialogue avec les donateurs en marge de la vingt-quatrième session de la COP et de la quatorzième session de la CMP. Pour la première fois, ce dialogue a été ouvert aux observateurs et a attiré un large public. Une autre séance est prévue en marge de la vingt-cinquième session de la COP et de la quinzième session de la CMP (décembre 2019).

74. Après avoir atteint puis dépassé son premier objectif de collecte de fonds, qui consistait à recueillir auprès des Parties visées à l'annexe I et de leurs régions un montant de 100 millions de dollars pour la période allant du 16 mars 2012 au 31 décembre 2013, le Conseil a fixé son deuxième objectif de mobilisation à 80 millions de dollars par an pour l'exercice biennal allant du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2015, et son troisième objectif à 80 millions de dollars par an pour l'exercice biennal allant du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2017.

75. À sa trente et unième réunion, après avoir entendu un rapport sur les résultats d'une réunion de l'équipe spéciale chargée de la mobilisation des ressources tenue en marge de cette réunion du Conseil, et une recommandation figurant dans ledit rapport, le Conseil a décidé de fixer un nouvel objectif de mobilisation de ressources de 90 millions de dollars par an pour l'exercice biennal allant du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2019³². L'équipe spéciale avait étudié la possibilité de mobiliser des fonds supplémentaires pour certains thèmes ou sujets, parmi lesquels le volet innovation de la stratégie à moyen terme du Fonds. Elle avait passé en revue les activités de mobilisation des ressources en cours et les stratégies de sensibilisation visant les nouveaux contributeurs.

76. Au cours de la période considérée, en 2018, le Fonds a reçu un montant record de 129 millions de dollars en nouvelles contributions annoncées, dépassant ainsi l'objectif fixé

²⁹ Décision B.33/54 du Conseil.

³⁰ Décision 4/CMP.5, par. 9.

³¹ Décision 6/CMP.7, par. 5.

³² Décision B.31/31 du Conseil.

pour 2018. Ces annonces de contributions venaient de la Commission européenne (10 millions d'euros, soit l'équivalent de 11,4 millions de dollars) et des Gouvernements de la Région de Bruxelles-Capitale de Belgique (0,5 million d'euros (0,5 million de dollars)), de la France (15 millions d'euros (17,1 millions de dollars)), de l'Allemagne (70 millions d'euros (79,6 millions de dollars)), de l'Irlande (0,3 million d'euros (0,3 million de dollars)), de l'Italie (7 millions d'euros (7,9 millions de dollars)), de la Nouvelle-Zélande (3 millions de dollars néo-zélandais (2 millions de dollars)), de la Suède (50 millions de couronnes suédoises (5,5 millions de dollars)) et de la Région wallonne de Belgique (4 millions d'euros (4,5 millions de dollars))³³. Au cours de la période considérée, en 2019, le Fonds a reçu, outre les contributions susmentionnées, 2,2 millions de dollars du Gouvernement de la province du Québec (Canada). Le Conseil tient à remercier tous ces contributeurs d'avoir aidé le Fonds à atteindre ses objectifs de mobilisation de ressources pour 2018 et 2019. Il salue également le soutien apporté à ses efforts de mobilisation de ressources par la présidence fidjienne de la vingt-troisième session de la COP, la présidence polonaise de la vingt-quatrième session de la COP, le secrétariat de la Convention, le secrétariat du Conseil et l'administrateur. La liste complète des contributeurs au Fonds et des montants des contributions figure à la section « CER Sales Proceeds and Donations » de l'annexe VII (en anglais seulement).

77. À la vingt-quatrième session de la COP, le Fonds, en partenariat avec le secrétariat de la Convention et Visa Inc., a présenté une installation innovante qui a permis de faire des contributions. Il s'agissait d'une borne multimédias par laquelle les participants à la Conférence pouvaient aider à mobiliser des ressources pour le Fonds en posant une carte de crédit Visa générique sur un capteur relié à un écran interactif ; à chaque lecture de la carte, les participants voyaient des écosystèmes et des communautés renforcer leur résilience face aux changements climatiques. Visa a donné 3 euros (3,4 dollars) au Fonds pour chaque lecture de la carte. Cette campagne a remporté un franc succès et a permis de récolter 67 453 dollars pour le Fonds, avec près de 20 000 lectures de la carte.

78. Les efforts de mobilisation de ressources du Conseil ont été déployés avec l'appui de l'équipe spéciale chargée de la mobilisation des ressources, composée de Albara E. Tawfiq (Arabie saoudite, États d'Asie et du Pacifique), Lucas di Pietro Paolo (Argentine, États d'Amérique latine et des Caraïbes), Aram Ter-Zakaryan (Arménie, États d'Europe orientale), David Kaluba (Zambie, États africains), Marc-Antoine Martin (France, Parties visées à l'annexe I) et Sylviane Bilgischer (Belgique, Parties visées à l'annexe I).

79. Depuis 2012, le secteur privé et les particuliers ont la possibilité de faire des dons au Fonds au moyen d'un service en ligne créé en collaboration avec la Fondation pour les Nations Unies. Au cours de la période considérée, le Fonds a mis en avant sur les médias sociaux, à intervalles réguliers, la possibilité de lui faire des dons, tout en communiquant ses objectifs et ses résultats en matière de mobilisation des ressources.

80. Conformément au paragraphe 18 de la décision 1/CMP.3, l'équipe spéciale de fonctionnaires du secrétariat du Conseil est composée de 10 administrateurs, à savoir le responsable, deux spécialistes principaux des changements climatiques, deux fonctionnaires chargés des opérations (accréditation, coordination des activités relatives à la capacité d'accès au financement), un spécialiste de la communication, un spécialiste de la gestion des connaissances, deux analystes des opérations (affaires juridiques et accréditation et gestion axée sur les résultats) et un analyste financier. Elle comprend également un assistant principal pour les programmes et trois consultants recrutés pour des périodes de courte durée (communication et appui aux opérations). Au cours de la période considérée, un spécialiste de l'évaluation a été recruté pour coordonner un petit secrétariat chargé d'appuyer la nouvelle fonction d'évaluation assurée par le Groupe technique de référence pour les questions d'évaluation. À la fin de la période considérée, un administrateur auxiliaire (analyste des changements climatiques), dont le poste serait financé par le Gouvernement allemand, était sur le point de rejoindre le secrétariat. Au moment de la rédaction du présent rapport, le poste d'analyste des opérations (affaires juridiques et accréditation) était en cours de conversion en

³³ Au 30 juin 2019, la quasi-totalité des fonds annoncés avaient été virés au fonds d'affectation spéciale du Fonds, à la seule exception de ceux de la Commission européenne, dont le virement était en cours de préparation.

poste de chargé des opérations, et l'un des postes de consultants recrutés pour des périodes de courte durée était en cours de conversion en poste de consultant à long terme.

IV. Le Fonds pour l'adaptation et l'Accord de Paris

81. Par sa décision 1/CP.21 sur l'adoption de l'Accord de Paris, la COP a considéré que le Fonds pouvait concourir à l'application de l'Accord de Paris, sous réserve des décisions pertinentes de la CMP et de la CMA³⁴. Elle a invité la CMP à examiner cette question et à adresser une recommandation à la CMA à sa première session³⁵. La CMP a engagé ce processus à sa onzième session en recommandant que la CMA considère, à sa première session, que le Fonds pour l'adaptation peut concourir à l'application de l'Accord. La CMP a également invité la COP, à sa vingt-deuxième session, à demander au Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris d'effectuer les travaux préparatoires nécessaires concernant cette question et d'adresser une recommandation à la CMP pour qu'elle l'examine et l'adopte au plus tard à sa quinzième session (novembre 2019)³⁶. Ces dispositions ont défini des orientations pour déterminer si le Fonds doit être considéré comme l'une des institutions concourant à l'application de l'Accord de Paris.

82. La CMA, à sa première session, et la CMP, à sa quatorzième session, ont décidé que le Fonds concourrait à l'application de l'Accord de Paris en suivant les directives de la CMA et en rendant compte à celle-ci pour toutes questions relatives à l'Accord de Paris, à compter du 1^{er} janvier 2019, et que le Fonds concourrait exclusivement à l'application de l'Accord de Paris une fois que la part des fonds visée au paragraphe 4 de l'article 6 de cet accord serait disponible. S'agissant de la source de financement, la CMP a décidé, à sa quatorzième session, sur recommandation de la CMA, à sa première session, que le Fonds continuerait de recevoir la part des fonds éventuellement disponible au titre des activités visées aux articles 6, 12 et 17 du Protocole de Kyoto. À sa première session, la CMA a décidé que le Fonds serait financé au moyen de la part des fonds provenant du mécanisme établi par le paragraphe 4 de l'article 6 de l'Accord de Paris et de diverses sources volontaires publiques et privées. En ce qui concerne la composition du Conseil, la CMP, à sa quatorzième session, a demandé à l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) d'examiner, à sa cinquantième session (juin 2019), la question des conditions à remplir pour être élu membre du Conseil et d'adresser une recommandation à ce sujet à la CMP pour examen à sa quinzième session (décembre 2019)³⁷.

83. À sa quatorzième session, la CMP a demandé au Conseil d'examiner les points ci-après et de lui faire des recommandations à sa quinzième session afin que ces recommandations soient transmises à la CMA pour examen à sa deuxième session (décembre 2019) : 1) le règlement intérieur du Conseil ; 2) les dispositions du Fonds concernant l'Accord de Paris ; 3) toute autre question pertinente dans le but de s'assurer que le Fonds concourt efficacement à l'application de l'Accord de Paris ; 4) les incidences pouvant découler du fait que le Fonds reçoit la part des fonds provenant des activités visées aux articles 6, 12 et 17 du Protocole de Kyoto lorsqu'il concourt à l'application de l'Accord de Paris³⁸.

84. À sa trente-troisième réunion, les 14 et 15 mars 2019, le Conseil a examiné les questions découlant des décisions de la CMP (quatorzième session) et de la CMA (première session)³⁹ et décidé de créer une équipe spéciale chargée de donner des orientations au secrétariat du Conseil sur les tâches prescrites par la décision 1/CMP.14, et de tenir une

³⁴ Décision 1/CP.21, par. 59.

³⁵ Décision 1/CP.21, par. 60.

³⁶ Décision 1/CMP.11, par. 8 et 9.

³⁷ Décisions 13/CMA.1, par. 1 à 3 et 5, et 1/CMP.14, par. 1 à 3 et 5.

³⁸ Décision 1/CMP.14, par. 6.

³⁹ Sur la base du document AFB/B.33/11 du Conseil, disponible à l'adresse <https://www.adaptation-fund.org/document/decisions-cmp14-cma1-related-adaptation-fund-relevant-matters-considered-adaptation-fund-board/>.

réunion supplémentaire en plus de sa trente-quatrième réunion, prévue les 10 et 11 octobre 2019, pour examiner cette question⁴⁰.

85. Lors de la réunion supplémentaire tenue (AFB.B.33.b) les 28 et 29 juin 2019, le Conseil a examiné les questions relatives aux tâches qui lui avaient été confiées au paragraphe 6 de la décision 1/CMP.14⁴¹ et a pris des décisions concernant : 1) les modalités des services d'administrateur que la Banque mondiale fournira à titre provisoire ; 2) le mémorandum d'accord avec le FEM pour les services de secrétariat fournis au Conseil ; 3) le règlement intérieur du Conseil ; 4) les incidences pouvant découler du fait que le Fonds reçoit la part des fonds provenant des activités visées aux articles 6, 12 et 17 du Protocole de Kyoto lorsqu'il concourt à l'application de l'Accord de Paris ; et 5) toute autre question pertinente dans le but de s'assurer que le Fonds concourt efficacement à l'application de l'Accord de Paris⁴². Le Conseil examinera cette question à sa trente-quatrième réunion et présentera les vues et recommandations qui en résulteront dans un additif au présent rapport.

⁴⁰ Décision B.33/52 du Conseil.

⁴¹ Le Conseil a examiné le document AFB/B.33.b/3, disponible à l'adresse <https://www.adaptation-fund.org/document/matters-related-mandate-contained-paragraph-6-decision-1-cmp-14/>.

⁴² Document AFB/B.33.b/4 du Conseil, disponible à l'adresse <https://www.adaptation-fund.org/document/decisions-of-the-additional-meeting-33-b-of-the-adaptation-fund/>.

Annexe I

Adaptation Fund Board members and alternate members

[Anglais seulement]

<i>Term of office^a</i>	<i>Position</i>	<i>Name</i>	<i>Country</i>	<i>Constituency represented</i>	
Mar. 2018– Mar. 2020 (elected at CMP 13) ^b	Member	David Kaluba	Zambia	African States	
	Alternate	Admasu Nebebe Gedamu	Ethiopia	African States	
	Member	Mirza Shawkat Ali	Bangladesh	Asia-Pacific States	
	Alternate	Massoud Rezvanian Rahaghi (replaced by Sheida Asgharzadeh Ghahroudi)	Islamic Republic of Iran	Asia-Pacific States	
	Member	Aram Ter-Zakaryan	Armenia	Eastern European States	
	Alternate	Ardiana Sokoli	Albania	Eastern European States	
	Member	Lucas di Pietro Paolo	Argentina	Latin American and Caribbean States	
	Alternate	Philip Weech	Bahamas	Latin American and Caribbean States	
	Member	Barbara Schäfer (replaced by Claudia Keller)	Germany	Western European and other States	
	Alternate	Aida Velasco (replaced by Susana Castro-Acuña Baixauli)	Spain	Western European and other States	
	Member	Chebet Maikut	Uganda	LDCs	
	Alternate	Naresh Sharma (replaced by Tshering Tashi (Bhutan))	Nepal	LDCs	
	Member	Sylviane Bilgischer	Belgium	Annex I Parties	
	Alternate	Yuka Greiler (replaced by Patrick Sieber)	Switzerland	Annex I Parties	
	Mar. 2019– Mar. 2021 (elected at CMP 14)	Member	Charles Mutai	Kenya	Non-Annex I Parties
		Alternate	Ding	China	Non-Annex I Parties
Member		Ibila Djibril	Benin	African States	
Alternate		Mohamed Zmerli	Tunisia	African States	
Member		Albara E. Tawfiq	Saudi Arabia	Asia-Pacific States	
Alternate		Ahmed Waheed	Maldives	Asia-Pacific States	
Member		Umayra Taghiyeva	Azerbaijan	Eastern European States	
Alternate		Monika Antosik	Poland	Eastern European States	
Member		Victor Viñas	Dominican Republic	Latin American and Caribbean States	
Alternate		Yadira Gonzales Columbié	Cuba	Latin American and Caribbean States	
Member		Eleonora Cogo	Italy	Western European and other States	
Alternate		Nomination pending		Western European and other States	
Member	Nilesh Prakash	Fiji	SIDS		
Alternate	Paul Elreen Phillip	Grenada	SIDS		

<i>Term of office^a</i>	<i>Position</i>	<i>Name</i>	<i>Country</i>	<i>Constituency represented</i>
	Member	Mattias Broman	Sweden	Annex I Parties
	Alternate	Marc-Antoine Martin	France	Annex I Parties
	Member	Nomination pending		Non-Annex I Parties
	Alternate	Evans Njewa	Malawi	Non-Annex I Parties

^a Members and alternate members will serve for a term of two years and be eligible to serve a maximum of two consecutive terms (see decision 1/CMP.3). At CMP 7, half of the members of the Board and their alternate members from the same group continue to serve in office for one additional and final year. The terms as members do not count towards the terms as alternate members, and terms as alternate members do not count towards the terms as members (see decision 1/CMP.4).

^b The term of office of a member or an alternate will start at the first meeting of the Board in the calendar year following his or her election and end immediately before the first meeting of the Board in the calendar year in which the term ends (see decision 4/CMP.5).

Annexe II

Approved and actual budget for the 2019 fiscal year and approved budget for the 2020 fiscal year of the Adaptation Fund Board, secretariat and trustee

[Anglais seulement]

<i>Budget item</i>	<i>Approved 2019 fiscal year (USD)</i>	<i>Actual 2019 fiscal year (USD)</i>	<i>Approved 2020 fiscal year (USD)</i>
Board and its secretariat			
Personnel	2 924 519	2 606 753	2 996 361
Travel	422 000	377 431	415 500
General operations	333 284	349 490	413 500
Meetings	250 800	237 749	229 362
Sub-total secretariat administrative services (a)	3 930 603	3 571 423	4 054 723
Accreditation (b)	546 040	431 215	537 900
Readiness Programme for Climate Finance (c)	624 550	446 012	654 814
Sub-total secretariat (a) + (b) + (c)	5 101 193	4 448 650	5 247 437
Evaluation function			
Personnel	301 272	60 816	376 843
Travel	76 000	7 388	81 000
General operations	–	–	31 000
Meetings	5 000	–	5 000
Evaluation	–	–	300 000
Sub-total evaluation function	382 272	68 204	793 843
Trustee			
Monetization of certified emissions reductions	180 000	180 000	180 000
Financial and programme management	225 000	198 000	225 000
Investment management	131 250	156 158	192 150
Accounting and reporting	30 000	30 000	40 000
Legal services	20 000	20 000	45 000
External audit	–	–	–
Sub-total trustee	586 250	584 158	682 150
Grand total	6 069 715	5 101 012	6 423 430

Annexe III

Accredited implementing entities¹

[Anglais seulement]

A. National implementing entities

AGCID (Chile)
Agency for Agricultural Development (Morocco)
Agencia Nacional de Investigación e Innovación (Uruguay)
Banque Agricole du Niger (Niger)
BTFEC (Bhutan)
CSE (Senegal)
Department of Environment (Antigua and Barbuda)
Dominican Institute of Integral Development (Dominican Republic)
DRFN (Namibia)
EPIU (Armenia)
Fundación Natura (Panama)
Fundecooperación para el Desarrollo Sostenible (Costa Rica)
Mexican Institute of Water Technology (Mexico)
Micronesia Conservation Trust (Federated States of Micronesia)
Ministry of Finance and Economic Management (Cook Islands)
Ministry of Natural Resources (Rwanda)
Ministry of Water and Environment (Uganda)
Micronesia Conservation Trust (Federated States of Micronesia)
Ministry of Finance and Economic Development (Ethiopia)
Ministry of Finance and Economic Management (Cook Islands)
Ministry of Planning and International Cooperation (Jordan)
NABARD (India)
National Environment Fund (Benin)
National Environment Management Authority (Kenya)
NEMC (United Republic of Tanzania)
Partnership for Governance Reform in Indonesia (Indonesia)
Peruvian Trust Fund for National Parks and Protected Areas (Peru)
Planning Institute of Jamaica (Jamaica)
Protected Areas Conservation Trust (Belize)
South African National Biodiversity Institute (South Africa)
Unidad para el Cambio Rural (Argentina)

B. Multilateral implementing entities

AfDB
Asian Development Bank
European Bank for Reconstruction and Development
IBRD
IFAD
Inter-American Development Bank
UNDP
UNEP
UNESCO
UN-Habitat
WFP
WMO

¹ Presented in alphabetical order.

C. Regional implementing entities

BOAD (Western Africa)

CAF (Latin America and the Caribbean)

CDB (Latin America and the Caribbean)

Central American Bank for Economic Integration (Latin America and the Caribbean)

OSS (Northern, Western and Eastern Africa)

SPREP (Pacific)

Annexe IV

Project-related funding decisions by the Adaptation Fund Board between 1 July 2018 and 30 June 2019

[Anglais seulement]

Table 1

Project-related funding decisions made during the intersessional period between the 31st and 32nd meetings of the Board

(United States dollars)

<i>Region/country</i>	<i>Implementing entity</i>	<i>Document reference</i>	<i>Total funding requested</i>	<i>NIE</i>	<i>RIE</i>	<i>MIE</i>	<i>Decision</i>	<i>Funding set aside</i>
Projects and programmes: single-country, full proposals								
Armenia	EPIU	AFB/PPRC.22-23/5	1 435 100	1 435 100			Not approve	0
Ecuador	CAF	AFB/PPRC.22-23/6	2 489 373		2 489 373		Approve	2 489 373
Togo	BOAD	AFB/PPRC.22-23/7	10 000 000		10 000 000		Not approve	0
Cameroon	IFAD	AFB/PPRC.22-23/8	9 982 000			9 982 000	Not approve	0
Mongolia	UN-Habitat	AFB/PPRC.22-23/9	4 495 235			4 495 235	Approve	4 495 235
Sub-total			28 401 708	1 435 100	12 489 373	14 477 235		6 984 608
Projects and programmes: regional, full proposals								
Benin, Burkina Faso, Ghana, Niger, Togo	BOAD	AFB/PPRC.22-23/12	14 000 000		14 000 000		Approve	14 000 000
Chile, Ecuador	CAF	AFB/PPRC.22-23/13	13 910 400		13 910 400		Approve	13 910 400
Benin, Burkina Faso, Niger	OSS	AFB/PPRC.22-23/14	11 536 200		11 536 200		Not approve	0
Madagascar, Malawi, Mozambique and Comoros	UN-Habitat	AFB/PPRC.22-23/16	13 997 423			13 997 423	Not approve	0
Sub-total			53 444 023	0	39 446 600	13 997 423		27 910 400

Project formulation grants: regional concepts							
Djibouti, Kenya, Uganda, Sudan	OSS	AFB/PPRC.22- 23/15/Add.1	80 000		80 000	Approve	80 000
Côte d'Ivoire, Ghana	UN-Habitat	AFB/PPRC.22- 23/10/Add.1	100 000		100 000	Approve	100 000
Kazakhstan, Tajikistan, Uzbekistan	UNESCO	AFB/PPRC.22- 23/11/Add.1	77 200		77 200	Approve	77 200
Sub-total			257 200	0	80 000	177 200	257 200
Concepts: single country							
Uganda	AfDB	AFB/PPRC.22-23/4	2 249 000		2 249 000	Not endorse	-
Sub-total			2 249 000		2 249 000		
Concepts: regional							
Djibouti, Kenya, Sudan, Uganda	OSS	AFB/PPRC.22-23/15	13 079 540		13 079 540	Endorse	'
Côte d'Ivoire, Ghana	UN-Habitat	AFB/PPRC.22-23/10	14 000 000		14 000 000	Endorse	-
Kazakhstan, Tajikistan, Uzbekistan	UNESCO	AFB/PPRC.22-23/11	5 000 000		5 000 000	Endorse	-
Sub-total			32 079 540	0	13 079 540	19 000 000	
Grand total			116 431 471	1 435 100	65 095 513	49 900 858	35 152 208

Table 2
Project-related funding decisions made at the 32nd meeting of the Board

(United States dollars)

<i>Country</i>	<i>Implementing entity</i>	<i>Document reference</i>	<i>Total funding requested</i>	<i>NIE</i>	<i>RIE</i>	<i>MIE</i>	<i>Decision</i>	<i>Funding set aside</i>
Projects and programmes: single-country, full proposals								
Indonesia (1)	Kemitraan	AFB/PPRC.23/7	835 465	835 465			Not approve	0
Armenia (1)	EPIU	AFB/PPRC.23/8	2 506 000	2 506 000			Not approve	0
Armenia (2)	EPIU	AFB/PPRC.23/9	1 498 100	1 498 100			Approve	1 498 100
Dominican Republic	IDDI	AFB/PPRC.23/10	9 953 692	9 953 692.35			Not approve	0
Indonesia (2)	Kemitraan	AFB/PPRC.23/11	4 127 065	4 127 065			Not approve	0
Namibia	DRFN	AFB/PPRC.23/12	5 000 000	5 000 000			Not approve	0
Turkmenistan	UNDP	AFB/PPRC.23/14	7 000 040			7 000 040	Not approve	0
Sub-total			30 920 362	23 857 322		7 000 040		
Concepts: single country								
Indonesia (1)	Kemitraan	AFB/PPRC.23/15	984 000	984 000			Not endorse	-
Indonesia (2)	Kemitraan	AFB/PPRC.23/16	999 989	999 989			Not endorse	-
Indonesia (3)	Kemitraan	AFB/PPRC.23/17	998 000	998 000			Not endorse	-
Indonesia (4)	Kemitraan	AFB/PPRC.23/18	598 724	598 724			Not endorse	-
Bhutan	BT FEC	AFB/PPRC.23/19	10 000 000	10 000 000			Not endorse	-
Kiribati	SPREP	AFB/PPRC.23/20	8 218 875		8 218 875		Endorse	-
Lao People's Democratic Republic	UN-Habitat	AFB/PPRC.23/21	5 500 000			5 500 000	Endorse	-
Pakistan	UN-Habitat	AFB/PPRC.23/22	6 094 000			6 094 000	Not endorse	-
Sudan	UN-Habitat	AFB/PPRC.23/23	9 982 000			9 982 000	Not endorse	-
Uganda	AfDB	AFB/PPRC.23/24	2 249 000			2 249 000	Endorse	-
Malawi	WFP	AFB/PPRC.23/25	9 989 335			9 989 334	Endorse	-
Zimbabwe	UNESCO	AFB/PPRC.23/26	9 982 000			9 982 000	Not endorse	-
Sub-total			65 595 923	13 580 713	8 218 875	53 795 735		

Country	Implementing entity	Document reference	Total funding requested	NIE	RIE	MIE	Decision	Funding set aside
Project formulation grants: single country								
Indonesia (3)	Kemitraan	AFB/PPRC.23/15/Add.1	30 000	30 000			Not approve	0
Indonesia (4)	Kemitraan	AFB/PPRC.23/16/Add.1	30 000	30 000			Not approve	0
Indonesia (5)	Kemitraan	AFB/PPRC.23/17/Add.1	30 000	30 000			Not approve	0
Indonesia (6)	Kemitraan	AFB/PPRC.23/18/Add.1	30 000	30 000			Not approve	0
Bhutan	BTFEC	AFB/PPRC.23/19/Add.1	30 000	30 000			Not approve	0
Sub-total			150 000	150 000				
Projects/programmes: regional, full proposals								
Benin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali and Togo	WMO	AFB/PPRC.23/27	7 920 000			7 920 000	Approve	7 920 000
Mauritius, Seychelles	UNDP	AFB/PPRC.23/28	10 000 000			10 000 000	Approve	10 000 000
Sub-total						17 920 000		17 920 000
Concepts: Regional								
Chile, Colombia, Peru	WMO	AFB/PPRC.23/29	7 398 000			7 398 000	Endorse	-
Sub-total			7 398 000					
Project formulation grants: regional, concepts								
Chile, Colombia, Peru	WMO	AFB/PPRC.23/29/Add.1				79 974	Approve	79 974
Sub-total						79 974		79 974
Pre-concepts: regional								
Argentina, Brazil, Paraguay	UN-Habitat	AFB/PPRC.23/30	14 000 000			14 000 000	Endorse	-
Armenia, Georgia	UNDP	AFB/PPRC.23/31	4 990 000			4 990 000	Endorse	-
Cambodia, Nepal, Thailand, Philippines	UNDP	AFB/PPRC.23/32	13 662 863			13 662 863	Endorse	-
El Salvador, Honduras	WFP	AFB/PPRC.23/33	13 900 478			13 900 478	Endorse	-
Lebanon, Jordan	UN-Habitat	AFB/PPRC.23/34	14 000 000			14 000 000	Endorse	-
Sub-total			60 553 341	0	0	72 562 466		
Grand total			182 734 600	37 586 924	8 300 000	146 777 690		19 515 074

Table 3
Project-related funding decisions made at the 33rd meeting of the Board

(United States dollars)

<i>Country/region</i>	<i>Implementing entity</i>	<i>Document reference</i>	<i>Total funding requested</i>	<i>NIE</i>	<i>RIE</i>	<i>MIE</i>	<i>Decision</i>	<i>Funding set aside</i>
Full proposals: single-country								
Indonesia (1)	Kemitraan	AFB/PPRC.24/8	835 465	835 465			Not approve	0
Armenia	EPIU	AFB/PPRC.24/9	2 506 000	2 506 000			Approve	2 506 000
Dominican Republic	IDDI	AFB/PPRC.24/10	9 953 692	9 953 692			Approve	9 953 692
Indonesia (2)	Kemitraan	AFB/PPRC.24/11	4 127 065	4 127 065			Not approve	0
Saint Lucia	CDB	AFB/PPRC.24/12	9 858 570		9 858 570		Not approve	0
Bangladesh	UNDP	AFB/PPRC.24/13	9 995 369			9 995 369	Approve	9 995 369
Cambodia	UN-Habitat	AFB/PPRC.24/14	5 000 000			5 000 000	Not approve	0
Georgia	IFAD	AFB/PPRC.24/15	4 644 794			4 644 794	Not approve	0
Islamic Republic of Iran	UNDP	AFB/PPRC.24/16	9 865 651			9 865 651	Not approve	0
Lao People's Democratic Republic	UN-Habitat	AFB/PPRC.24/17	5 500 000			5 500 000	Not approve	0
Lesotho	WFP	AFB/PPRC.24/18	9 999 891			9 999 891	Not approve	0
Sierra Leone	IFAD	AFB/PPRC.24/19	9 916 925			9 916 925	Not approve	0
Tajikistan	UNDP	AFB/PPRC.24/20	9 996 441			9 996 441	Not approve	0
Turkmenistan	UNDP	AFB/PPRC.24/21	7 000 040			7 000 040	Not approve	0
Uganda	AfDB	AFB/PPRC.24/22	2 249 000			2 249 000	Not approve	0
Sub-total			101 448 903	17 422 222	9 858 570	74 168 111		22 455 061
Concepts: single-country								
United Republic of Tanzania (1)	NEMC	AFB/PPRC.24/23	1 400 000	1 400 000			Endorse	-
United Republic of Tanzania (2)	NEMC	AFB/PPRC.24/24	1 200 000	1 200 000			Endorse	-
United Republic of Tanzania (3)	NEMC	AFB/PPRC.24/25	1 280 000	1 280 000			Endorse	-
Afghanistan	UNDP	AFB/PPRC.24/26	9 432 556			9 432 556	Endorse	-
Congo	WFP	AFB/PPRC.24/27	9 932 901			9 932 901	Endorse	-
Malawi	AfDB	AFB/PPRC.24/28	4 662 000			4 662 000	Endorse	-
Republic of Moldova	IFAD	AFB/PPRC.24/29	6 035 421			6 035 421	Endorse	-

<i>Country/region</i>	<i>Implementing entity</i>	<i>Document reference</i>	<i>Total funding requested</i>	<i>NIE</i>	<i>RIE</i>	<i>MIE</i>	<i>Decision</i>	<i>Funding set aside</i>
Pakistan	UN-Habitat	AFB/PPRC.24/30	6 094 000			6 094 000	Endorse	-
Viet Nam	UN-Habitat	AFB/PPRC.24/31	5 754 840			5 754 840	Not endorse	-
Zimbabwe	UNESCO	AFB/PPRC.24/32	4 817 400			4 817 400	Endorse	-
Sub-total			50 609 118	3 880 000		46 729 118		
Project formulation grants: single-country								
United Republic of Tanzania (1)	NEMC	AFB/PPRC.24/23/Add.1	30 000	30 000			Approve	30 000
United Republic of Tanzania (2)	NEMC	AFB/PPRC.24/24/Add.1	30 000	30 000			Approve	30 000
United Republic of Tanzania (3)	NEMC	AFB/PPRC.24/25/Add.1	30 000	30 000			Approve	30 000
Sub-total			90 000	90 000				90 000
Full Proposals: regional								
Argentina, Uruguay	CAF	AFB/PPRC.24/33	13 999 996		13 999 996		Waitlist (3)	0
Benin, Burkina Faso, Niger	OSS	AFB/PPRC.24/34	11 536 200		11 536 200		Waitlist (1)	
Albania, North Macedonia, Montenegro	UNDP	AFB/PPRC.24/35	9 927 750			9 927 750	Approve	9 927 750
Madagascar, Malawi, Mozambique, Comoros	UN-Habitat	AFB/PPRC.24/37	13 997 423			13 997 423	Waitlist (2)	0
Thailand, Viet Nam	UNEP	AFB/PPRC.24/38	7 000 000			7 000 000	Not approve	0
Sub-total			56 461 369		25 536 196	30 925 173		9 927 750
Concepts: regional								
Jordan, Lebanon	UN-Habitat	AFB/PPRC.24/39	14 000 000			14 000 000	Endorse	-
Sub-total			14 000 000			14 000 000		
Project formulation grants: regional concepts								
Jordan, Lebanon	UN-Habitat	AFB/PPRC.24/39/Add.1	80 000			80 000	Approve	80 000
Sub-total			80 000			80 000		80 000
Pre-concepts: regional								
Belize, Guatemala, Honduras	UNEP	AFB/PPRC.24/40	12 260 500			12 260 500	Endorse	-
Sub-total			12 260 500			12 260 500		
Grand total			234 949 890	21 392 222	35 394 766	178 162 902		32 552 811

Figure 1

Fully developed project and programme proposals approved by the Adaptation Fund Board between 1 July 2018 and 30 June 2019, by sector

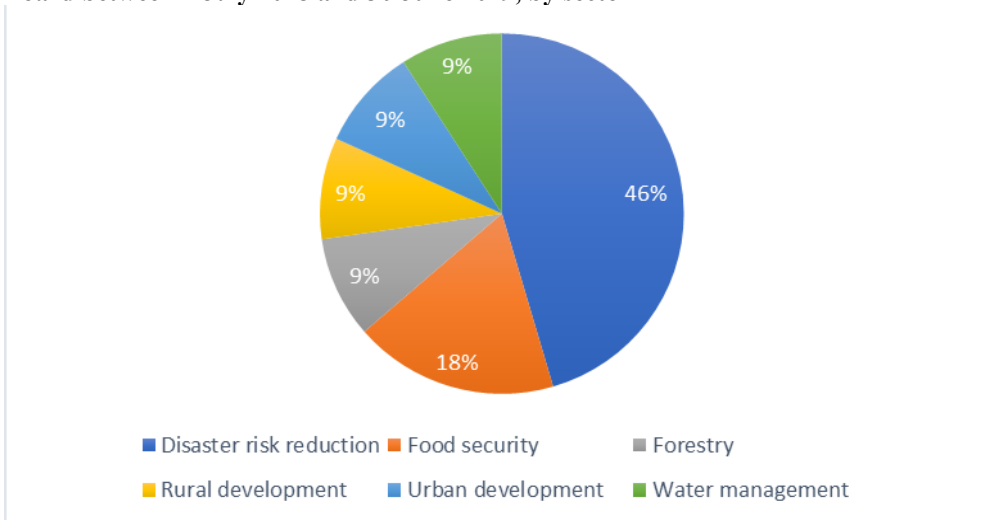


Figure 2

Project and programme pre-concepts and concepts endorsed by the Adaptation Fund Board between 1 July 2018 and 30 June 2019, by sector

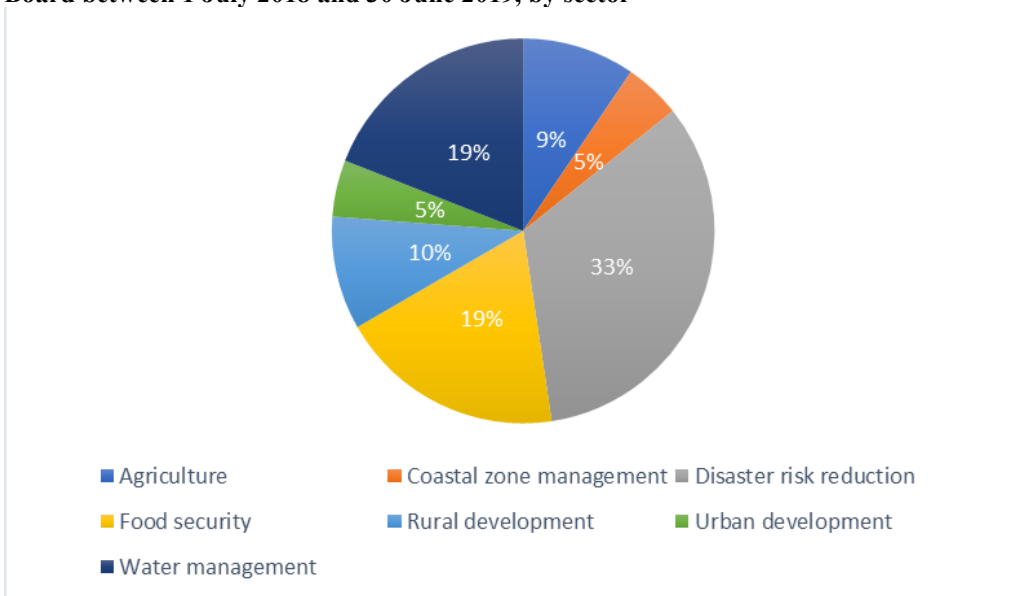


Figure 3

Status of the portfolio of projects/programmes approved by the Adaptation Fund Board as at 30 June 2019 by allocated amount, per sector

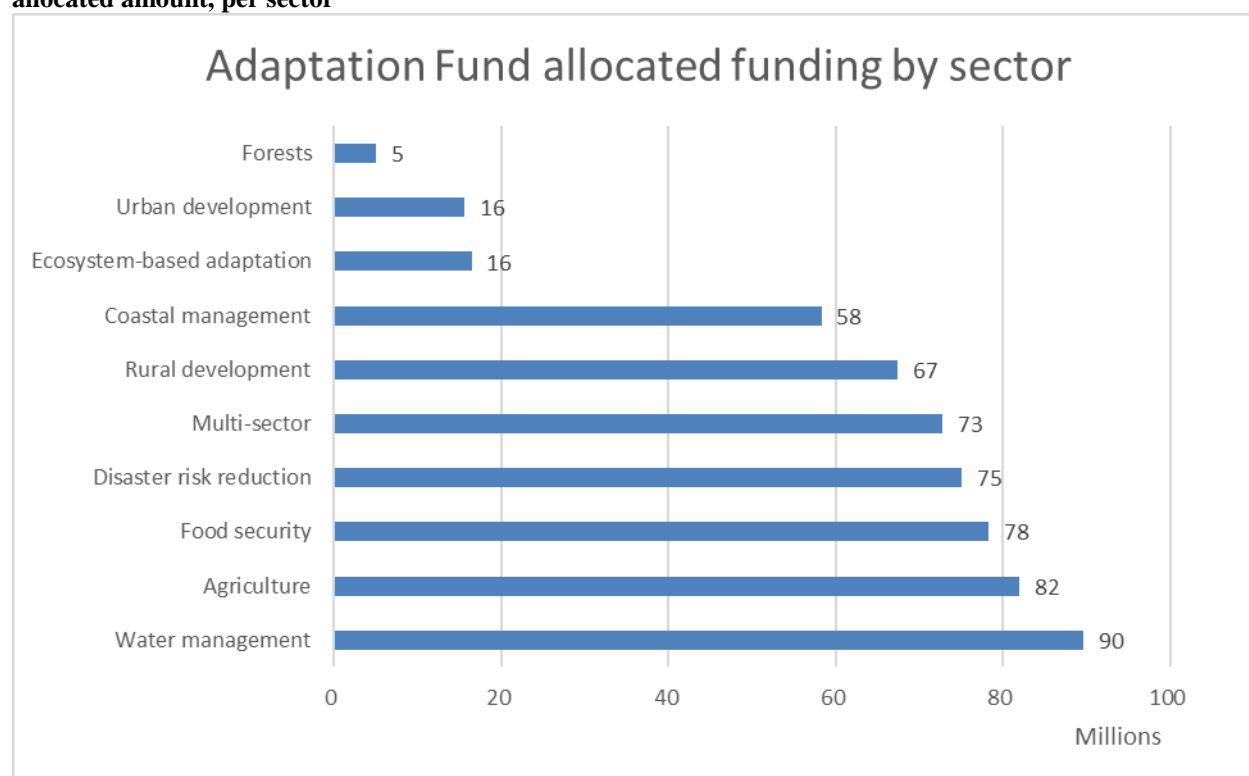


Table 4

Funding decisions made for projects under the Readiness Programme for Climate Finance during the reporting period

(United States dollars)

Country	Implementing entity	Document reference	Requested amount	NIE	Set-aside funds	Decision
Technical assistance grants						
Armenia	EPIU	AFB/PPRC.23-24/4	19 500	19 500	19 500	Approved
Bhutan	BTFEC	AFB/PPRC.23-24/2	25 000	25 000	25 000	Approved
Dominican Republic	IDDI	AFB/PPRC.23-24/3	22 700	22 700	22 700	Approved
Sub-total			67 200	67 200	67 200	
South-South cooperation grants						
Afghanistan	NABARD (India)	AFB/PPRC.23-24/5	50 000	50 000	50 000	Approved
Mauritius	CSE (Senegal)	AFB/PPRC.23-24/6	49 910	49 910	49 910	Approved
Sub-total			99 910	99 910	99 910	

Annexe V

Status of the portfolio of the Adaptation Fund

[Anglais seulement]

Table 1

Status of the portfolio of approved projects/programmes by the Adaptation Fund Board as at 30 June 2019

(United States dollars)

Country	Project title	Implementing entity	Approved amount	Amount transferred	Approval date	Project status
Senegal	Adaptation to coastal erosion in vulnerable areas	CSE	8 619 000	8 619 000	17/09/2010	Project closed
Honduras	Addressing climate change risks on water resources in Honduras: increased systemic resilience and reduced vulnerability of the urban poor	UNDP	5 620 300	5 620 300	17/09/2010	Project closed
Turkmenistan	Addressing climate change risks to farming systems in Turkmenistan at national and community level	UNDP	2 929 500	2 929 500	15/12/2010	Project closed
Mauritius	Climate change adaptation programme in the coastal zone of Mauritius	UNDP	9 119 240	6 593 941	15/12/2010	Under implementation
Eritrea	Climate change adaptation programme in water and agriculture in Anseba Region, Eritrea	UNDP	6 520 850	6 520 850	15/12/2010	Under implementation
Solomon Islands	Enhancing resilience of communities in Solomon Islands to the adverse effects of climate change in agriculture and food security	UNDP	5 533 500	5 533 500	15/12/2010	Project closed
United Republic of Tanzania	Implementation of concrete adaptation measures to reduce vulnerability of livelihood and economy of coastal communities in Tanzania	UNEP	5 008 564	5 008 564	15/12/2010	Under implementation
Pakistan	Reducing risks and vulnerabilities from glacier lake outburst floods in Northern Pakistan	UNDP	3 906 000	3 906 000	15/12/2010	Project closed
Nicaragua	Reduction of risks and vulnerability based on flooding and droughts in the Estero Real River watershed	UNDP	5 500 950	5 500 950	15/12/2010	Project closed
Ecuador	Enhancing resilience of communities to the adverse effects of climate change on food	WFP	7 449 468	7 449 468	18/03/2011	Under implementation

<i>Country</i>	<i>Project title</i>	<i>Implementing entity</i>	<i>Approved amount</i>	<i>Amount transferred</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project status</i>
	security, in Pichincha Province and the Jubones River basin					
Guatemala	Climate change resilient production landscapes and socioeconomic networks advanced in Guatemala	UNDP	5 425 000	5 425 000	22/06/2011	Project closed
Mongolia	Ecosystem-based adaptation approach to maintaining water security in critical water catchments in Mongolia	UNDP	5 500 000	5 500 000	22/06/2011	Under implementation
Maldives	Increasing climate resilience through an Integrated Water Resource Management Programme in HA. Ihavandhoo, ADh. Mahibadhoo and GDh. Gadhdhoo Island	UNDP	8 989 225	8 989 225	22/06/2011	Project closed
Madagascar	Promoting climate resilience in the rice sector through pilot investments in Alaotra-Mangoro region	UNEP	5 104 925	5 104 925	22/06/2011	Under implementation
Cook Islands	Akamatutu'anga i te iti tangata no te tuatau manakokore ia e te tau'i'anga reva – strengthening the resilience of our islands and our communities to climate change	UNDP	5 381 600	5 381 600	15/09/2011	Project closed
Georgia	Developing climate resilient flood and flash flood management practices to protect vulnerable communities of Georgia	UNDP	5 316 500	5 316 500	16/09/2011	Project closed
Papua New Guinea	Enhancing adaptive capacity of communities to climate change-related floods in the North Coast and Islands Region of Papua New Guinea	UNDP	6 530 373	6 530 373	16/09/2011	Project closed
Samoa	Enhancing resilience of Samoa's coastal communities to climate change	UNDP	8 732 350	8 732 351	16/09/2011	Project closed
Uruguay	Building resilience to climate change and variability in vulnerable smallholders	Agencia Nacional de Investigación e Innovación	9 967 678	9 967 678	14/12/2011	Under implementation
Myanmar	Addressing climate change risks on water resources and food security in the dry zone of Myanmar	UNDP	7 909 026	7 909 026	27/02/2012	Under implementation
Colombia	Reducing risk and vulnerability to climate change in the region of La Depresión Momposina in Colombia	UNDP	8 518 307	7 789 648	15/03/2012	Under implementation
Ghana	Increased resilience to climate change in Northern Ghana through the management of	UNDP	8 293 972	6 187 351	16/03/2012	Under implementation

<i>Country</i>	<i>Project title</i>	<i>Implementing entity</i>	<i>Approved amount</i>	<i>Amount transferred</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project status</i>
	water resources and diversification of livelihoods					
Egypt	Building resilient food security systems to benefit the Southern Egypt region	WFP	6 904 318	6 904 318	28/06/2012	Under implementation
Lebanon	Climate smart agriculture: enhancing adaptive capacity of the rural communities in Lebanon (AgriCAL)	IFAD	7 860 825	1 589 200	28/06/2012	Under implementation
Djibouti	Developing agro-pastoral shade gardens as an adaptation strategy for poor rural communities	UNDP	4 658 556	4 658 556	28/06/2012	Under implementation
Mauritania	Enhancing resilience of communities to the adverse effects of climate change on food security in Mauritania	WFP	7 803 605	7 803 605	28/06/2012	Under implementation
Jamaica	Enhancing the resilience of the agricultural sector and coastal areas to protect livelihoods and improve food security	Planning Institute of Jamaica	9 965 000	5 980 360	28/06/2012	Under implementation
Sri Lanka	Addressing climate change impacts on marginalized agricultural communities living in the Mahaweli River Basin of Sri Lanka	WFP	7 989 727	6 568 567	29/06/2012	Under implementation
Cambodia	Enhancing climate resilience of rural communities living in protected areas of Cambodia	UNEP	4 954 273	4 954 273	29/06/2012	Under implementation
Argentina	Increasing climate resilience and enhancing sustainable land management in the southwest of the Buenos Aires Province	IBRD	4 296 817	4 296 817	29/06/2012	Under implementation
Cuba	Reduction of vulnerability to coastal flooding through ecosystem-based adaptation in the south of Artemisa and Mayabeque provinces	UNDP	6 067 320	6 067 320	14/12/2012	Under implementation
Seychelles	Ecosystem based adaptation to climate change in Seychelles	UNDP	6 455 750	4 763 636	20/12/2012	Under implementation
Argentina	Enhancing the adaptive capacity and increasing resilience of small-size agriculture producers of the northeast of Argentina	Unidad para el Cambio Rural	5 640 000	5 640 000	04/04/2013	Under implementation
Belize	Belize Marine Conservation and Climate Adaptation Initiative	IBRD	6 000 000	5 464 967	05/04/2013	Under implementation
Nepal	Adapting to climate induced threats to food production and food security in the Karnali region of Nepal	WFP	9 527 160	2 341 906	04/07/2013	Under implementation

<i>Country</i>	<i>Project title</i>	<i>Implementing entity</i>	<i>Approved amount</i>	<i>Amount transferred</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project status</i>
Kenya	Integrated programme to build resilience to climate change & adaptive capacity of vulnerable communities In Kenya	National Environment Management Authority	9 998 302	8 911 082	01/11/2013	Under implementation
Rwanda	Reducing vulnerability to climate change in North West Rwanda through community based adaptation	Ministry of Natural Resources	9 969 619	9 969 619	01/11/2013	Under implementation
Uzbekistan	Developing climate resilience of farming communities in the drought prone parts of Uzbekistan	UNDP	5 415 103	3 925 914	10/02/2014	Under implementation
India	Climate smart actions and strategies in north western Himalayan region for sustainable livelihoods of agriculture-dependent hill communities	NABARD	969 570	504 871	20/03/2014	Under implementation
Morocco	Climate changes adaptation project in oasis zones – PACC-ZO	Agency for Agricultural Development	9 970 000	9 120 350	07/10/2014	Under implementation
South Africa	Building resilience in the greater uMngeni catchment, South Africa	South African National Biodiversity Institute	7 495 055	2 588 273	10/10/2014	Under implementation
India	Conservation and management of coastal resources as a potential adaptation strategy for sea level rise	NABARD	689 264	574 525	10/10/2014	Under implementation
India	Enhancing adaptive capacity and increasing resilience of small and marginal farmers in Purulia and Bankura districts of West Bengal	NABARD	2 510 854	1 255 427	10/10/2014	Under implementation
Costa Rica	Reducing the vulnerability by focusing on critical sectors (agriculture, water resources and coastlines) in order to reduce the negative impacts of climate change and improve the resilience of these sectors	Fundecooperación for Sustainable Development	9 970 000	6 733 657	10/10/2014	Under implementation
South Africa	Taking adaptation to the ground: a small grants facility for enabling local-level responses to climate change	South African National Biodiversity Institute	2 442 682	2 307 018	10/10/2014	Under implementation
Mali	Programme support for climate change adaptation in the vulnerable regions of Mopti and Timbuctou	UNDP	8 533 348	7 331 866	25/03/2015	Under implementation
India	Climate proofing of watershed development projects in the states of Tamil Nadu and Rajasthan	NABARD	1 344 155	940 908	09/04/2015	Under implementation

<i>Country</i>	<i>Project title</i>	<i>Implementing entity</i>	<i>Approved amount</i>	<i>Amount transferred</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project status</i>
India	Building adaptive capacities of small inland fishermen community for climate resilience and livelihood security, Madhya Pradesh, India	NABARD	1 790 500	895 260	10/04/2015	Under implementation
Jordan	Increasing the resilience of poor and vulnerable communities to climate change	Ministry of Planning and International Cooperation of Jordan	9 226 000	4 706 391	10/04/2015	Under implementation
Peru	Adaptation to the impacts of climate change on Peru's coastal marine ecosystems and fisheries	Peruvian Trust Fund for National Parks and Protected Areas	6 950 239	2 979 902	09/10/2015	Under implementation
Chile	Enhancing resilience to climate change of the small agriculture in the Chilean region of O'Higgins	Agencia de Cooperación Internacional de Chile	9 960 000	5 878 885	09/10/2015	Under implementation
Niger	Enhancing resilience of agriculture to climate change to support food security in Niger, through modern irrigation techniques	BOAD	9 911 000	1 376 000	05/07/2016	Proposal approved
Uganda	Enhancing resilience of communities to climate change through catchment-based integrated management of water and related resources in Uganda	OSS	7 751 000	3 900 000	05/07/2016	Under implementation
Paraguay	Ecosystem based approaches for reducing the vulnerability of food security to the impacts of climate change in the Chaco region of Paraguay	UNEP	7 128 450	961 591	04/10/2016	Under implementation
Panama	Adapting to climate change through integrated water management in Panama	Fundación Natura	9 977 559	5 531 462	05/10/2016	Under implementation
Antigua and Barbuda	An integrated approach to physical adaptation and community resilience in Antigua and Barbuda's Northwest McKinnon's watershed	Department of Environment of Antigua and Barbuda	9 970 000	7 288 750	05/10/2016	Under implementation
India	Building adaptive capacities of communities, livelihoods and ecological security in the Kanha-Pench Corridor of Madhya Pradesh	NABARD	2 556 093	1 643 339	07/10/2016	Under implementation
Lao People's Democratic Republic	Enhancing the climate and disaster resilience of the most vulnerable rural and emerging urban human settlements in Lao PDR	UN-Habitat	4 500 000	2 376 150	07/10/2016	Under implementation
Ethiopia	Climate smart integrated rural development project	Ministry of Finance and Economic Cooperation	9 987 910	4 354 692	17/03/2017	Under implementation
Honduras	Ecosystem-based adaptation at communities of the central forest corridor in Tegucigalpa	UNDP	4 379 700	941 122	17/03/2017	Proposal approved
Federated States of Micronesia	Enhancing the climate resilience of vulnerable island communities in Federated States of Micronesia	SPREP	9 000 000	1 248 486	17/03/2017	Under implementation

<i>Country</i>	<i>Project title</i>	<i>Implementing entity</i>	<i>Approved amount</i>	<i>Amount transferred</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project status</i>
Peru	AYNINACUY: Strengthening the livelihoods of vulnerable highland communities in the provinces of Arequipa, Caylloma, Condesuyos, Castilla and La Union in the Region of Arequipa, Peru	CAF	2 723 561	923 255	17/03/2017	Proposal approved
Regional	Agricultural Climate Resilience Enhancement Initiative	WMO	6 222 000	3 400 000	17/03/2017	Proposal approved
Regional	Adapting to climate change in Lake Victoria Basin	UNEP	5 000 000	1 260 692	05/07/2017	Proposal approved
Regional	Building adaptive capacity through food and nutrition security and peacebuilding actions in vulnerable Afro and indigenous communities in the Colombia-Ecuador border area	WFP	14 000 000	1 568 042	05/07/2017	Under implementation
Senegal	Reducing vulnerability and increasing resilience of coastal communities in the Saloum Islands (Dionewar and Fadial)	CSE	1 351 000	520 000	05/07/2017	Under implementation
Solomon Islands	Enhancing urban resilience to climate change impacts and natural disasters: Honiara	UN-Habitat	4 395 877	813 750	10/10/2017	Under implementation
Fiji	Increasing the resilience of informal urban settlements in Fiji that are highly vulnerable to climate change and disaster risks	UN-Habitat	4 235 995	599 127	10/10/2017	Under implementation
Guinea-Bissau	Scaling up climate-smart agriculture in East Guinea-Bissau	BOAD	9 979 000	3 034 000	10/10/2017	Proposal approved
Namibia	Pilot rural desalination plants using renewable power and membrane technology	DRFN	4 999 674	4 123 228	13/10/2017	Under implementation
Cook Islands	“Akamatutu’anga kia Tukatau te Ora’anga ite Pa Enuu” Pa Enuu Action for Resilient Livelihoods	Ministry of Finance and Economic Management	2 999 125	1 341 455	22/03/2018	Under implementation
Iraq	Building resilience of the agriculture sector to climate change in Iraq	IFAD	9 999 660	1 300 800	22/03/2018	Proposal approved
Federated States of Micronesia	Practical solutions for reducing community vulnerability to climate change in the Federated States of Micronesia	Micronesia Conservation Trust	970 000	478 573	22/03/2018	Under implementation
Mongolia	Flood resilience in Ulaanbaatar Ger areas – climate change adaptation through community-driven small-scale protective and basic-services interventions	UN-Habitat	4 495 235	985 661	16/07/2018	Under implementation

Country	Project title	Implementing entity	Approved amount	Amount transferred	Approval date	Project status
Regional	Promoting climate-smart agriculture in West Africa	BOAD	14 000 000	5 664 000	16/07/2018	Proposal approved
Regional	Reducing climate vulnerability and flood risk in coastal urban and semi urban areas in cities in Latin America	CAF	13 910 400	1 387 567	16/07/2018	Proposal approved
Ecuador	Increasing adaptive capacity of local communities, ecosystems and hydroelectric systems in the Río Blanco upper watershed (Toachi-Pilatón watershed) with a focus on ecosystem and community based adaptation and integrated adaptive watershed management	CAF	2 304 975	0	16/07/2018	Proposal approved
Armenia	Artik city closed stonepit wastes and flood management pilot project	EPIU	1 435 100	253 524	12/10/2018	Proposal approved
Regional	Integrating flood and drought management and early warning for climate change adaptation in the Volta Basin	WMO	7 920 000	1 995 000	12/10/2018	Proposal approved
Regional	Restoring marine ecosystem services by rehabilitating coral reefs to meet a changing climate future	UNDP	10 000 000	3 333 113	12/10/2018	Proposal approved
Armenia	Strengthening land-based adaptation capacity in communities adjacent to protected areas in Armenia	EPIU	2 309 710	0	15/03/2019	Proposal approved
Dominican Republic	Enhancing climate resilience in San Cristóbal Province, Dominican Republic – integrated water resources management programme	IDDI	9 173 910	0	15/03/2019	Proposal approved
Regional	Integrated climate-resilient transboundary flood risk management in the Drin River basin in the Western Balkans	UNDP	9 150 000	0	15/03/2019	Proposal approved
Bangladesh	Adaptation initiative for climate vulnerable offshore small islands and riverine charland in Bangladesh	UNDP	9 212 322	0	15/03/2019	Proposal approved
Total			557 183 626	338 776 602		

Note: This table does not include projects that have not yet received project approval, including (1) projects that have been submitted for approval, but not (yet) approved; (2) Board-endorsed concepts and pre-concepts; and (3) other submissions that are at the concept or pre-concept stage (i.e. have not yet been endorsed).

Table 2
Breakdown of the status of the portfolio of approved projects/programmes by the Adaptation Fund Board as at 30 June 2019

(United States dollars)

<i>Status</i>	<i>Number of projects/programmes</i>	<i>Total value</i>
Not started	17	127 631 338
Under implementation	55	357 066 990
Completed	12	72 490 298

Table 3
Active pipeline of project and programme proposals submitted to the Adaptation Fund but not approved as at 30 June 2019

(United States dollars)

<i>Country</i>	<i>Agency</i>	<i>Financing requested (USD)</i>	<i>Stage</i>
NIE proposals			
Bhutan	BT FEC	10 000 000	Concept
Indonesia (1)	Kemitraan	835 465	Full proposal (recommended for approval) ^{a, b}
Indonesia (3)	Kemitraan	998 000	Concept
Indonesia (4)	Kemitraan	598 724	Concept
Namibia	DRFN	5 000 000	Full proposal
United Republic of Tanzania (1)	NEMC	1 400 000	Concept (endorsed)
United Republic of Tanzania (2)	NEMC	1 200 000	Concept (endorsed)
United Republic of Tanzania (3)	NEMC	1 280 000	Concept (endorsed)
Sub-total NIEs		21 312 189	
RIE proposals			
Kiribati	SPREP	8 218 875	Concept (endorsed)
Togo	BOAD	10 000 000	Full proposal
Saint Lucia	CDB	9 858 570	Full proposal (recommended for approval) ^b
Sub-total RIEs		28 077 445	
MIE proposals			
Cameroon	IFAD	9 982 000	Full proposal
Afghanistan	UNDP	9 432 556	Concept (endorsed)
Cambodia	UN-Habitat	5 000 000	Full proposal
Congo	WFP	9 932 901	Concept (endorsed)
Georgia	IFAD	4 644 794	Full proposal
Islamic Republic of Iran	UNDP	9 865 651	Full proposal
Lao People's Democratic Republic	UN-Habitat	5 500 000	Full proposal (recommended for approval) ^b
Lesotho	WFP	9 999 891	Full proposal (recommended for approval) ^b
Malawi	WFP	9 989 335	Concept
Malawi	AfDB	4 662 000	Concept (endorsed)
Pakistan	UN-Habitat	6 094 000	Concept (endorsed)
Republic of Moldova	IFAD	6 035 421	Concept (endorsed)
Sierra Leone	IFAD	9 916 925	Full proposal (recommended for approval) ^b

Country	Agency	Financing requested (USD)	Stage
Sudan	UN-Habitat	9 982 000	Concept
Tajikistan	UNDP	9 996 441	Full proposal (recommended for approval) ^b
Turkmenistan	UNDP	7 000 040	Full proposal
Uganda	AfDB	2 249 000	Full proposal
Viet Nam	UN-Habitat	5 754 840	Concept
Zimbabwe	UNESCO	4 817 400	Concept (endorsed)
Sub-total MIEs		140 855 195	
Total, all implementing entities		190 244 829	

Note: Single-country proposals that had been submitted to the Fund between 1 July 2018 and 30 June 2019 but not yet approved by the Adaptation Fund Board or cancelled by the proponent by the end of that period.

^a These single-country proposals were recommended for approval as at the date of this report and await intersessional decision through a two-week non-objection process, to be completed by 8 July 2019.

Table 4

Active pipeline of project and programme proposals submitted to the Adaptation Fund but not approved as at 30 June 2019

(United States dollars)

Countries	Agency	Financing requested ^a	Stage
RIE proposals			
Djibouti, Kenya, Sudan, Uganda	OSS	13 079 540	Full proposal
Argentina, Uruguay	CAF	13 999 996	Full proposal (recommended for approval) ^b
Benin, Burkina Faso, Niger	OSS	11 536 200	Full proposal (recommended for approval) ^b
Sub-total		38 615 736	
MIE proposals			
Côte d'Ivoire, Ghana	UN-Habitat	14 000 000	Concept (endorsed)
Kazakhstan, Tajikistan, Uzbekistan	UNESCO	5 000 000	Concept (endorsed)
Madagascar, Malawi, Mozambique, Comoros	UN-Habitat	13 997 423	Full proposal (recommended for approval) ^b
Thailand, Viet Nam	UNEP	7 000 000	Full proposal
Jordan, Lebanon	UN-Habitat	14 000 000	Concept (endorsed)
Belize, Guatemala, Honduras	UNEP	12 260 500	Pre-concept (endorsed)
Chile, Colombia, Peru	WMO	7 398 000	Full proposal (recommended for approval) ^b
Argentina, Brazil, Paraguay	UN-Habitat	14 000 000	Pre-concept (endorsed)
Armenia, Georgia	UNDP	4 990 000	Pre-concept (endorsed)
Cambodia, Nepal, Thailand, Philippines	UNDP	13 662 863	Pre-concept (endorsed)
El Salvador, Honduras	WFP	13 900 478	Pre-concept (endorsed)
Sub-total		120 209 264	
Total, all implementing entities		158 825 000	

Note: Regional proposals that had been submitted to the Fund between 1 July 2018 and 30 June 2019 but not yet approved by the Board or cancelled by the proponent by the end of that period.

^a Funding request amounts are as in the latest submission of the proposal. Only proposals that had been endorsed by the governments of all prospective recipient countries are included.

^b These regional proposals were under review at the end of the reporting period.

Table 5

Overview of active pipeline of single-country and regional proposals under development

(United States dollars)

	<i>Submitted by NIEs</i>	<i>Total value</i>	<i>Submitted by RIEs</i>	<i>Total value</i>	<i>Submitted by MIEs</i>	<i>Total value</i>	<i>Total</i>	<i>Total value</i>
Single-country projects and programmes								
Concept submitted, not endorsed	3	11 596 724	0	0	3	25 726 175	6	37 322 899
Concept submitted, endorsed	3	3 880 000	1	8 218 875	6	40 974 278	10	53 073 153
Full proposal submitted, not approved	1	5 000 000	1	10 000 000	6	38 741 485	8	53 741 485
Regional projects and programmes								
Pre-concept submitted, not endorsed	-	-	0	0				
Pre-concept submitted, endorsed	-	-	0	0	4	46 553 341	4	46 553 341
Concept submitted, not endorsed	-	-	0	0	0	0		0
Concept submitted, endorsed	-	-	0	0	3	33 000 000	3	33 000 000
Full proposal submitted, not approved	-	-	1	11 536 200	1	7 000 000	2	18 536 200
Total	7		3		23	191 995 279	33	242 227 078

Note: This table includes single-country and regional proposals that were under review at the end of the reporting period.

Annexe VI

Guidance of the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol at its fourteenth session and response by the Adaptation Fund Board

[Anglais seulement]

CMP decision

Board response

Decision 1/CMP.14: Matters relating to the Adaptation Fund

Paragraph 6

Also requests the Adaptation Fund Board to consider the rules of procedure of the Board, the arrangements of the Adaptation Fund with respect to the Paris Agreement and any other matter so as to ensure the Adaptation Fund serves the Paris Agreement smoothly; to consider the implications of the Adaptation Fund receiving the share of proceeds from activities under Articles 6, 12 and 17 of the Kyoto Protocol when the Adaptation Fund serves the Paris Agreement; and to make recommendations to the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol at its fifteenth session with a view to the recommendations being forwarded to the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Paris Agreement for consideration at its second session (December 2019);

Refer to paragraphs 39–59 in chapter II (“Operational linkages and relations with institutions under the Convention”) of this document. The Board started its consideration of these matters at its 33rd meeting in March 2019 and decided to address these issues in the addendum of its report to CMP 15. The Board requested its secretariat to consult with the UNFCCC secretariat, the interim trustee (the World Bank) and the GEF secretariat on relevant matters, and to prepare its possible consideration and recommendation, to be considered by the Board at its 34th meeting in October 2019. The Board also decided to establish a task force to guide this work and to hold an additional meeting to discuss these matters. The additional meeting was held on 28 and 29 June 2019.

Decision 2/CMP.14: Report of the Adaptation Fund Board

Paragraph 9

Encourages the Adaptation Fund Board to continue, in line with its existing mandate, its consideration of linkages between the Adaptation Fund and other funds;

Refer to paragraphs 39–59 in chapter II (“Operational linkages and relations with institutions under the Convention”) of this document. At its 32nd meeting, recalling its decisions B.30/43 and B.31/33 and taking into consideration the subsequent correspondence between the secretariats of the Board and the GCF, the Board discussed the matter of the potential linkages between the Fund and the GCF, as part of a series of discussions at two levels: (1) through a dialogue between the Board’s Chair and Vice-Chair and the Co-Chairs of the GCF Board, both exclusively and in the context of the annual dialogue among a larger group of climate funds; and (2) and through ongoing discussions between the secretariats of the Fund and the GCF on specific activities related to complementarity and coherence. Specifically, at the 32nd meeting, the Board decided to request that the Chair and the Vice-Chair, assisted by the Board secretariat, continue actively engaging with the GCF Board through its Co-Chairs with a view to exploring specific steps to enhance complementarity and coherence, including options for fund-to-fund arrangements and accreditation. The Board also decided to request that its secretariat continue discussions with the GCF secretariat to advance the collaborative activities identified.

The secretariats of the Board and the GCF, in preparation for the informal meetings between the Board’s Chair and Vice-Chairs and the Co-Chairs of the GCF, collaborated to identify an initial scope of options for potential arrangements and collaboration between the

<i>CMP decision</i>	<i>Board response</i>
Paragraph 10	<p>Fund and the GCF. The outcome was given in an informal background note prepared by the GCF secretariat in collaboration with the Board secretariat and shared with the GCF Co-Chairs and Board's Chair and Vice-Chair for discussion at the informal meeting. This note summarized four potential options for collaboration between the two funds as follows: (1) Fund providing GCF readiness-type assistance; (2) Fund management of a GCF funding envelope; (3) accreditation of the Fund with the GCF; (4) formalization and expansion of current cooperation between the two secretariats.</p>
<p><i>Also encourages</i> the Adaptation Fund Board to continue its efforts to enhance complementarity and coherence with other funds both under and outside the Convention, including to better align processes and leverage financing;</p>	<p>Refer to paragraphs 39–59 in chapter II (“Operational linkages and relations with institutions under the Convention”) of this document. Following decisions by the Board, during COP 24, the Chair and Vice-Chair of the Board, supported by the Board secretariat, joined the second annual dialogue of climate finance delivery channels with the GCF, the GEF and the Climate Investment Funds. As mandated by the Board, the secretariats of the Fund and the GCF organized, on 12 December 2018, an informal bilateral meeting between members of their respective Boards, including the Chair and Vice-Chair of the Board, and the Co-Chairs of the GCF Board.</p>
Paragraph 11	<p>Refer to paragraphs 39–59 in chapter II (“Operational linkages and relations with institutions under the Convention”) of this document.</p>
<p><i>Requests</i> the Adaptation Fund Board to report on any outcomes related to paragraphs 9 and 10 above to the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol at its fifteenth session (December 2019);</p>	

Annexe VII

Financial report of the Adaptation Fund Trust Fund as at 30 June 2019, prepared by the trustee: supplemental report to the Adaptation Fund Board Report to the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol at its fifteenth session*

[Anglais seulement]

**Adaptation Fund Trust Fund
Financial Report
Prepared by the Trustee**

As of June 30, 2019

Supplemental Report for the Adaptation Fund Board Report to CMP 15

* Reproduced as received from the Adaptation Fund secretariat, with certain formatting modifications.

Table of Contents

Introduction	50
Adaptation Fund Trust Fund Summary as of June 30, 2019	50
1. AF Trust Fund Summary – Inception through June 30, 2019	51
2. CER Sales Proceeds and Donations	52
3. Asset Mix and Investment Income	55
4. Cumulative Funding Decisions (breakdown by NIEs, RIEs and MIEs)	56
5. Funds Available	59
Annex – Detailed CER Monetization Record	60
Glossary	62

Introduction

This report is produced by the World Bank as interim trustee (“Trustee”) for the Adaptation Fund (AF), in accordance with the Trustee’s role in the Adaptation Fund Trust Fund as set forth under paragraph 23 in the Appendix of Decision 1/CMP.4 of the CMP¹.

The information contained in this Financial Report is based on financial information as of June 30, 2019.

Adaptation Fund Trust Fund Summary as of June 30, 2019

Certified Emission Reduction (CER) Sales and Donations

Cumulative resources received into the AF Trust Fund through CER sales proceeds and donations was USDeq. 859.35 million as of June 30, 2019.

Since the start of the CER monetization program in May 2009, the Trustee has generated revenues of USDeq. 201.42 million through CER sales, USDeq. 2.02 million of which were from CER sales for the period July 1, 2018 to June 30, 2019 (fiscal year 2019). As of June 30, 2019, cumulative donations received amounted to USDeq. 657.93 million.

Investment Income

As of June 30, 2019, the AF Trust Fund earned investment income of approximately USD 27.76 million on the liquid balances in the Trust Fund. The AF Trust Fund liquid portfolio has returned 2.44% for fiscal year 2019.

Funding Approvals

Cumulative net funding decisions made by the AF Board through June 30, 2019 totaled USD 619.05 million, of which USD 564.20 million represents approvals for projects and programs.

Cash Transfers

The Trustee has transferred a total of USD 398.07 million up to June 30, 2019, including USD 350.20 million related to projects and programs.

Funds Held in Trust

Funds Held in Trust² reflect proceeds from CER monetization, donations received and investment income, less cash transfers made to date. Funds Held in Trust as of June 30, 2019 amounted to USDeq. 489.04 million, of which the amount set aside for operational reserve is USD 3 million.

Funds available for AF Board funding decisions

Funds available to support AF funding decisions amounted to USD 265.06 million as of June 30, 2019.

¹ The decision states that: “The Trustee shall prepare and furnish the Adaptation Fund Board with financial reports of the Trust Fund annually (or at any other such frequency agreed between the Trustee and the Adaptation Fund Board), and provide records and accounts of the Trust Fund for audit by its external auditors annually (or at any other such frequency agreed between the Trustee and the Adaptation Fund Board), in accordance with the policies and procedures of the Trustee. Furthermore, the Trustee shall prepare and furnish the Adaptation Fund Board with reports on the sale of the CERs for the Adaptation Fund and on the status of commitments and transfers of Trust Fund funds annually (or at any other such frequency agreed between the Trustee and the Adaptation Fund Board).”

² Funds Held in Trust represents balance of cash, investments and unencashed promissory notes (if any) as of the reporting date.

1. AF Trust Fund Summary – Inception through June 30, 2019

In USD millions

	Total	% of Total
<u>CER Sales Proceeds, Pledges and Donations</u>		
CER Sales Proceeds	201.42	23.1%
Donations	657.93	75.5%
Pledges	12.38	1.4%
Total CER Sales Proceeds and Donations	871.73	100.0%

<u>Cumulative Resources</u>		
<u>Resources received</u>		
CER Sales Proceeds	201.42	22.4%
Donations	657.93	73.1%
Investment Income earned	27.76	3.1%
Total Resources Received	887.11	98.6%
<u>Resources not yet received</u>		
Donations not yet received	-	0.0%
Pledges	12.38	1.4%
Total resources not yet received	12.38	1.4%
Total Potential Resources (A) (in USD millions)	899.49	100.0%

<u>Cumulative Funding Decisions</u>		
Programs and Projects (MIE)	317.57	51.3%
Programs and Projects (NIE)	176.26	28.5%
Programs and Projects (RIE)	70.36	11.4%
Administrative Budget	54.85	8.9%
Total Funding Decisions Net of Cancellations (B)	619.05	100.0%
Total Potential Resources Net of Funding Decisions (A) - (B)	280.44	
Total Potential Resources Net of Funding Decisions and Operational Reserve	277.44	

<u>Funds Available</u>		
Funds Held in Trust with no restrictions	486.04	
Approved Amounts Pending Cash Transfers	220.98	
Total Funds Available to Support AF Board Decisions	265.06	

Note: sub-totals may not add up to due to rounding

2. CER Sales Proceeds and Donations

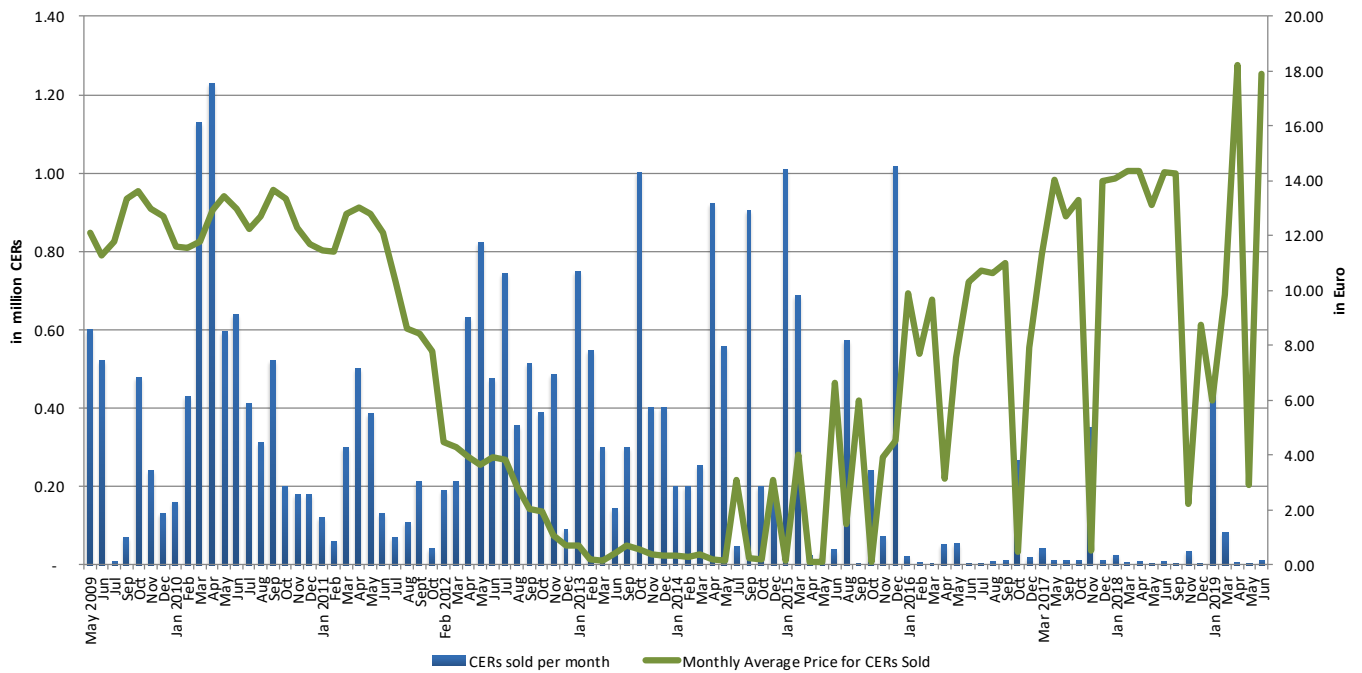
Calendar Year		CER balance a/	CER sales	Proceeds USD (millions)
2009	Q2	5,044,100	1,120,000	18.55
	Q3	5,461,361	80,000	1.52
	Q4	5,225,632	850,000	16.06
2010	Q1	4,161,678	1,720,000	27.95
	Q2	2,174,188	2,465,000	41.84
	Q3	1,306,693	1,240,000	20.92
2011	Q4	1,888,232	560,000	9.51
	Q1	3,005,041	480,000	8.18
	Q2	3,403,530	1,015,000	18.59
2012	Q3	4,966,292	390,000	4.80
	Q4	6,255,615	40,000	0.42
	Q1	7,514,701	400,000	2.31
2013	Q2	7,034,418	1,931,000	9.41
	Q3	6,280,769	1,614,000	6.22
	Q4	8,217,077	965,000	1.71
2014	Q1	9,035,889	1,498,000	0.25
	Q2	10,528,786	144,303	0.08
	Q3	10,932,978	300,000	0.29
2015	Q4	9,749,545	1,800,000	1.18
	Q1	8,582,226	655,000	0.29
	Q2	8,502,467	1,478,000	0.34
2016	Q3	8,626,126	950,594	0.26
	Q4	7,882,366	389,680	0.11
	Q1	7,099,207	1,696,880	3.18
2017	Q2	8,079,205	97,415	0.28
	Q3	7,889,286	574,273	0.13
	Q4	7,042,550	1,327,170	1.37
2018	Q1	7,300,935	29,438	0.30
	Q2	8,011,907	108,188	0.52
	Q3	8,397,741	23,988	0.29
2019	Q4	9,066,407	286,362	0.22
	Q1	9,753,492	40,047	0.56
	Q2	10,464,502	10,647	0.16
2018	Q3	10,894,235	11,039	0.17
	Q4	11,042,347	373,491	0.58
	Q1	11,283,138	29,450	0.51
2019	Q2	11,727,548	18,468	0.32
	Q3	12,281,769	3,514	0.06
	Q4	12,400,187	37,403	0.11
2019	Q1	12,000,126	549,451	1.49
	Q2	12,174,665	18,440	0.36
Total			27,321,241	201.42

a/ in registries at period-end

CER SALES PROCEEDS

This table shows the proceeds from CER sales received into the Adaptation Fund Trust Fund.

The Trustee has generated revenues of USDeq. 201.42 million through CER sales since the start of the CER monetization program in May 2009.



CER SALES VS. MONTHLY AVERAGE PRICE

This chart presents the number of CERs sold per month and the monthly average price obtained by the Trustee for CERs sold between May 2009 and June 2019. During fiscal year 2019, the Trustee sold 0.61 million CERs and generated US\$eq. 2.02 million in CER proceeds. The average price achieved during fiscal year 2019 was EUR 2.93 per ton.

DONATIONS

Donor	Currency	Pledged Donation in Currency of Contribution	Effective (or signed) Donation	Receipts in Currency of Contribution	Receipts in USDeq. a/
Austria	EUR	500,000	500,000	500,000	690,250
Belgium	EUR	1,500,000	1,500,000	1,500,000	1,645,500
Belgium (Flanders)	EUR	7,250,000	7,250,000	7,250,000	7,806,813
Belgium (Walloon Region)	EUR	12,500,000	12,500,000	12,500,000	14,230,700
Belgium (Brussels Capital Region)	EUR	5,266,375	5,266,375	5,266,375	6,134,208
Canada (Quebec)	CAD	3,000,000	3,000,000	3,000,000	2,242,035
Corporacion Andina de Fomento	USD	56,000	56,000	56,000	56,000
European Commission	EUR	10,000,000	-	-	-
Finland b/	USD	67,534	67,534	67,534	67,534
Finland	EUR	5,000,000	5,000,000	5,000,000	6,803,000
France b/	USD	53,340	53,340	53,340	53,340
France	EUR	20,000,000	20,000,000	20,000,000	22,621,950
Germany	EUR	310,000,000	310,000,000	310,000,000	362,771,600
Ireland	EUR	600,000	600,000	600,000	697,866
Italy	EUR	21,000,000	21,000,000	21,000,000	24,294,300
Japan b/	USD	8,088	8,088	8,088	8,088
Luxembourg	EUR	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,105,296
Monaco	EUR	10,000	10,000	10,000	12,197
New Zealand	NZD	3,000,000	3,000,000	3,000,000	1,969,800
Norway b/	USD	87,700	87,700	87,700	87,700
Norway	NOK	15,000,000	15,000,000	15,000,000	2,439,381
Spain	EUR	45,880,000	45,000,000	45,000,000	57,055,000
Sweden	SEK	885,000,000	885,000,000	885,000,000	114,017,895
Switzerland b/	USD	77,668	77,668	77,668	77,668
Switzerland	CHF	13,000,000	13,000,000	13,000,000	14,125,926
United Kingdom	GBP	10,000,000	10,000,000	10,000,000	15,915,000
United Nations Foundation	USD	-	1,528	1,528	1,528
Others	GBP	-	326	326	504
Others	EUR	-	412	412	566
Total Donations Received					657,931,645

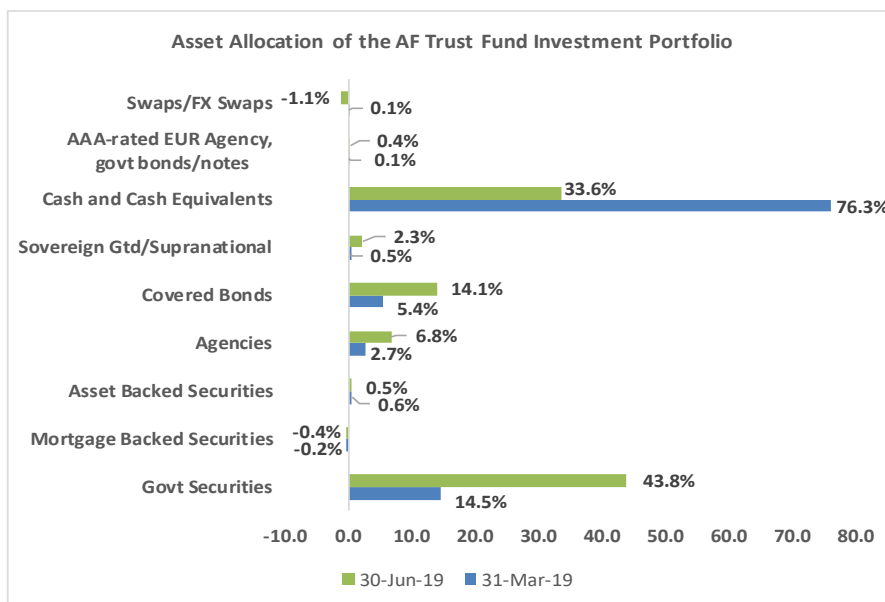
a/ Represents actual USD receipts.

b/ Donation corresponds to the Donor's pro-rata share of the balance in the Administrative Trust Fund

3. Asset Mix and Investment Income

ASSET MIX

The undisbursed cash balance of the Adaptation Fund Trust Fund is maintained in a commingled investment portfolio (“Pool”) for all trust funds managed by IBRD. Funds are managed such that the expected maximum loss, as measured by the CVaR, in the worst 1% of cases will not exceed 0.25% at the portfolio’s investment horizon. The portfolio allocation by asset class has the largest allocations to government securities and money-market instruments.

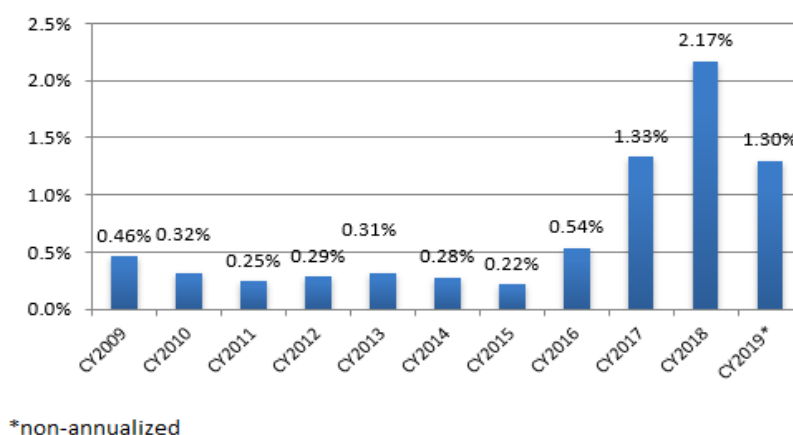


Note: The negative position in swaps is primarily due to changes in foreign currency exchange (FX) rates in cross currency basis swaps. Such swap instruments are used to implement currency hedges on bond positions within the portfolio. These hedges remain in place.

Mortgage Backed Securities allocation includes To-Be-Announced (TBA) contracts for which only Mark-to-Market (MTM) is used to calculate the value of the position which, as a result, could be negative.

INVESTMENT RETURNS

The AF Trust Fund liquid portfolio earned approximately USD 27.76 million in investment income since inception. The portfolio return during fiscal year 2019 was 2.44%, with the largest contributors to investment performance being money market instruments and sovereign bonds.



4. Cumulative Funding Decisions (breakdown by NIEs, RIEs and MIEs)

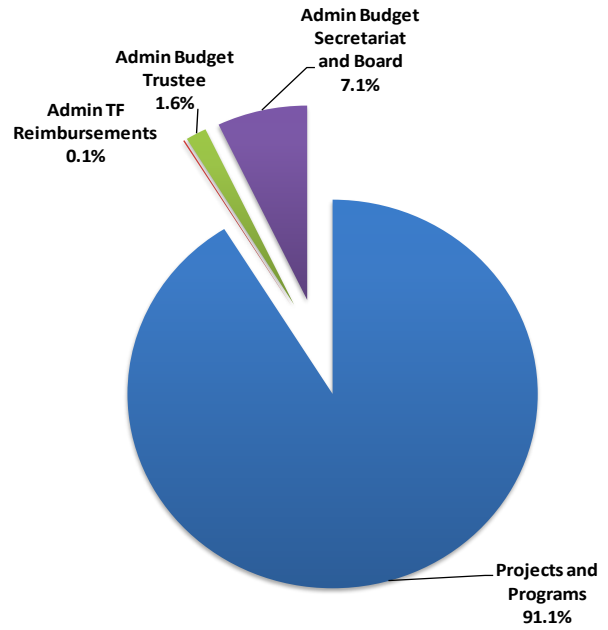
In USD millions

1. Programs and Projects	MIE/RIE/NIE	MIE	RIE	NIE	564.20
Antigua and Barbuda	ABED	-	-	10.00 a/	
Argentina	UCAR	-	-	5.67 a/	
Argentina	WB	4.30	-	-	
Armenia	EPIU	-	-	1.46 a/	
Armenia	EPIU	-	-	2.54 a/	
Bangladesh	UNDP	10.00	-	-	
Belize	WB	6.00	-	-	
Benin	FNE	-	-	0.03 a/	
Cambodia	UNEP	4.95	-	-	
Chile	AGCI	-	-	9.99 a/	
Colombia	UNDP	8.52	-	-	
Cook Islands	UNDP	5.38	-	-	
Cook Islands	MFEM	-	-	3.00	
Costa Rica	FDS	-	-	10.00 a/	
Cuba	UNDP	6.07	-	-	
Djibouti	UNDP	4.66	-	-	
Dominican Republic	IDDI	-	-	9.98 a/	
Ecuador	WFP	7.45	-	-	
Ecuador	CAF	-	2.49	-	
Egypt	WFP	6.90	-	-	
Eritrea	UNDP	6.52	-	-	
Ethiopia	MOFEC	-	-	9.99	
Fiji	UN HABITAT	4.24	-	-	
Georgia	UNDP	5.32	-	-	
Ghana	UNDP	8.29	-	-	
Guatemala	UNDP	5.43	-	-	
Guinea Bissau	BOAD	-	9.98	-	
Honduras	UNDP	5.62	-	-	
Honduras	UNDP	4.38	-	-	
India	NABARD	-	-	1.37 a/	
India	NABARD	-	-	0.69	
India	NABARD	-	-	2.54 a/	
India	NABARD	-	-	1.82 a/	
India	NABARD	-	-	0.97	
India	NABARD	-	-	2.58 a/	
Indonesia	KEMITRAAN	-	-	0.03 a/	
Indonesia	KEMITRAAN	-	-	0.03 a/	
Iraq	IFAD	10.00	-	-	
Jamaica	PIOJ	-	-	10.00 a/	
Jordan	MOPIC	-	-	9.26 a/	
Kenya	NEMA	-	-	10.00	
Lao, PDR	UN HABITAT	4.50	-	-	
Lebanon	IFAD	7.86	-	-	
Madagascar	UNEP	5.10	-	-	
Maldives	UNDP	8.99	-	-	
Mali	UNDP	8.53	-	-	
Mauritania	WFP	7.80	-	-	
Mauritius	UNDP	9.12	-	-	
Micronesia	SPREP	-	9.00	-	
Micronesia	MCT	-	-	1.00 a/	
Mongolia	UNDP	5.50	-	-	
Mongolia	UN HABITAT	4.50	-	-	
Morocco	ADA	-	-	10.00 a/	
Myanmar	UNDP	7.91	-	-	

1. Programs and Projects	MIE/RIE/NIE	MIE	RIE	NIE	564.20
<i>(continued)</i>					
Namibia	DRFN	-	-	5.03 a/	
Namibia	DRFN	-	-	0.03 a/	
Nepal	WFP	9.53	-	-	
Nicaragua	UNDP	5.50	-	-	
Niger	BOAD	-	9.91	-	
Pakistan	UNDP	3.91	-	-	
Panama	FN	-	-	10.00 a/	
Papua New Guinea	UNDP	6.53	-	-	
Paraguay	UNEP	7.13	-	-	
Peru	PROFONANPE	-	-	6.95	
Peru	CAF	-	2.94	-	
Rwanda	MINIRENA	-	-	10.00 a/	
Samoa	UNDP	8.73	-	-	
Senegal	CSE	-	-	8.62	
Senegal	CSE	-	-	1.38 a/	
Seychelles	UNDP	6.46	-	-	
Solomon Islands	UNDP	5.53	-	-	
Solomon Islands	UN HABITAT	4.40	-	-	
South Africa	SANBI	-	-	7.53 a/	
South Africa	SANBI	-	-	2.47 a/	
Sri Lanka	WFP	7.99	-	-	
Tanzania	UNEP	5.01	-	-	
Tanzania	NEMC	-	-	0.03 a/	
Tanzania	NEMC	-	-	0.03 a/	
Tanzania	NEMC	-	-	0.03 a/	
Turkmenistan	UNDP	2.93	-	-	
Uganda	OSS	-	7.75	-	
Uruguay	ANII	-	-	10.00 a/	
Uzbekistan	UNDP	5.42	-	-	
Regional		54.68	28.29	- a/ d/	
Africa		-	-	0.86 b/ c/	
Asia		-	-	0.17 b/ c/	
Caribbean		-	-	0.10 b/ c/	
Central America		-	-	0.05 c/	
South America		-	-	0.03 c/	
Oceania		-	-	0.03 c/	
Sub-Total by IE type		317.57	70.36	176.26	
% Total Programs and Projects		56%	12%	31%	
2. Administrative Budget					54.85
AF Administrative Trust Fund e/				0.69	
Administrative Budget - Trustee				10.17	
Administrative Budget - AF Board and Secretariat				43.99	
3. Total Funding Decisions (3 = 1 + 2)					619.05
a/ Includes approved Project Formulation Grant amounts.					
b/ Represents accreditation support					
c/ Represents technical assistance					
d/ Includes approved regional projects					
e/ Represents reimbursable contributions from UNEP and Australia to the Administrative Trust Fund					

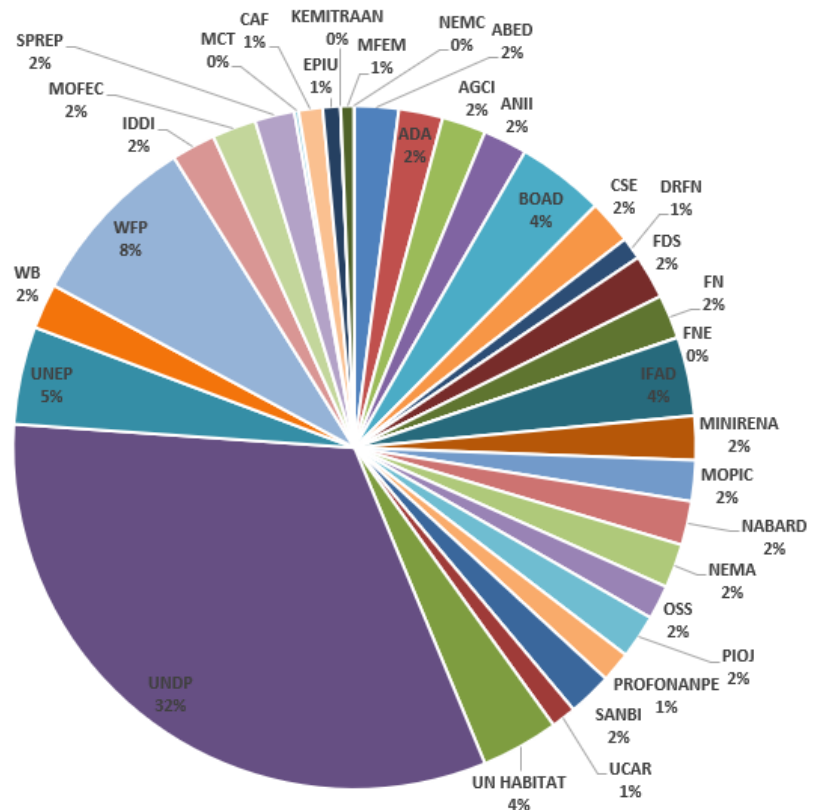
CUMULATIVE FUNDING DECISIONS

Since inception to June 30, 2019 funding approvals made by the AF Board amounted to USD 619.05 million.



FUNDING DECISIONS BY NIE/RIE/MIE

Funding decisions by NIE/RIE/MIE show the cumulative funding decisions related to programs and projects. To date, cumulative funding decisions to NIEs/RIEs/MIEs amount to USD 564.20 million.



5. Funds Available

In USD millions

	As of June 30, 2019 (a)	As of June 30, 2018 (b)	Change since last report (a) - (b)
1. Cumulative Receipts	887.11	753.51	133.60
a. Cash receipts from CER proceeds	201.42	199.40	2.02
b. Cash receipts from Donors and Other Sources	657.93	538.29	119.65
c. Investment Income earned	27.76	15.82	11.94
2. Cumulative Cash Transfers	398.07	336.56	61.51
a. Projects and Programs	350.20	294.84	55.36
b. Operational Expense	47.87	41.72	6.15
3. Funds Held in Trust (3 = 1 - 2)	489.04	416.95	72.09
4. Operational Reserve	3.00	3.00	-
5. Funding Decisions Pending Cash Transfer	220.98	188.24	32.74
6. Funds available to support AF Board funding decisions (6 = 3 - 4 - 5)	265.06	225.70	39.35

Note: sub-totals may not add up due to rounding

Annex – Detailed CER Monetization Record

	Calendar Quarter	Sale Method	Quantity	Quarterly Average Market Price	Quarterly Average Price Achieved by the Trustee	Total Euro	Actual USD
2009	Q2	OTC	1,100,000	11.62	11.85	13,030,000	18,244,887
		Exchange	20,000	11.62	10.79	215,700	302,455
	Q3	OTC	-	-	-	-	-
		Exchange	80,000	12.74	13.16	1,044,000	a/ 1,519,280
	Q4	OTC	400,000	12.72	12.41	4,965,000	7,372,659
		Exchange	450,000	12.72	13.02	5,860,600	8,689,141
2010	Q1	OTC	1,300,000	11.69	11.93	15,505,000	21,219,352
		Exchange	420,000	11.69	11.59	4,867,200	6,734,673
	Q2	OTC	1,570,000	13.02	13.17	20,684,500	26,768,710
		Exchange	895,000	13.02	13.07	11,693,600	15,068,497
	Q3	OTC	700,000	12.90	13.51	9,454,000	12,049,753
		Exchange	540,000	12.90	12.67	6,839,600	8,866,433
	Q4	OTC	-	-	-	-	-
		Exchange	560,000	12.47	12.48	6,991,500	9,511,362
2011	Q1	OTC	300,000	11.89	12.83	3,847,500	5,437,099
		Exchange	180,000	11.89	11.44	2,059,000	2,746,051
	Q2	OTC	500,000	12.49	13.02	6,509,000	9,357,538
		Exchange	315,000	12.49	12.53	3,946,900	5,662,845
	Q3	Auction	200,000	12.49	12.52	2,504,000	3,567,699
		OTC	-	-	-	-	-
	Q4	Exchange	390,000	9.07	8.81	3,434,600	4,803,998
		OTC	-	-	-	-	-
	Q1	Exchange	40,000	6.21	7.79	311,400	418,332
		OTC	-	-	-	-	-
2012	Q2	Exchange	400,000	4.16	4.37	1,748,100	2,306,972
		OTC	250,000	3.82	3.67	921,500	1,158,337
	Q3	Exchange	1,681,000	3.82	3.81	6,411,770	8,251,269
		OTC	-	0.18	-	-	-
	Q4	Exchange	1,614,000	2.91	2.95	5,006,550	6,224,091
		OTC	6,000	0.18	1.05	6,300	8,027
	Q1	Exchange	959,000	0.18	1.38	1,317,480	1,698,951
		OTC	1,498,000	0.16	0.13	190,280	254,006
2013	Q2	Exchange	-	-	-	-	-
		OTC	144,303	0.28	0.43	62,050	82,030
	Q3	Exchange	-	-	-	-	-
		OTC	300,000	0.60	0.71	212,000	286,740
	Q4	Exchange	-	-	-	-	-
		OTC	1,800,000	0.45	0.49	868,000	1,181,238
2014	Q1	Exchange	-	-	-	-	-
		OTC	655,000	0.31	0.36	216,900	293,664
	Q2	Exchange	-	-	-	-	-
		OTC	1,478,000	0.14	0.19	259,230	335,597
	Q3	Exchange	-	-	-	-	-
		OTC	550,594	0.16	1.37	129,644	165,652
	Q4	Exchange	-	-	-	-	-
		OTC	789,680	0.07	1.35	166,494	208,182
		Exchange	-	-	-	-	-

Calendar Quarter	Sale Method	Quantity	Quarterly Average Market Price	Quarterly Average Price Achieved by the Trustee	Total Euro	Actual USD	
<i>(continued)</i>							
2015	Q1	OTC	1,696,880	0.02	1.70	2,886,627	3,175,996
		Exchange	-	-	-	-	-
	Q2	OTC	97,415	0.45	2.56	249,430	279,669
		Exchange	-	-	-	-	-
	Q3	OTC	574,273	0.49	0.20	113,720	130,493
		Exchange	-	-	-	-	-
	Q4	OTC	1,327,170	0.59	0.95	1,260,042	1,371,219
		Exchange	-	-	-	-	-
2016	Q1	OTC	72,135	0.40	4.16	299,802	327,512
		Exchange	-	-	-	-	-
	Q2	OTC	65,491	0.41	6.75	442,164	499,286
		Exchange	-	-	-	-	-
	Q3	OTC	23,988	0.39	10.93	262,117	293,240
		Exchange	-	-	-	-	-
	Q4	OTC	286,362	0.33	0.73	208,473	223,416
		Exchange	-	-	-	-	-
2017	Q1	OTC	40,047	0.28	13.00	520,486	562,913
		Exchange	-	-	-	-	-
	Q2	OTC	10,647	0.23	14.00	149,098	163,450
		Exchange	-	-	-	-	-
	Q3	OTC	11,039	0.20	12.71	140,325	168,532
		Exchange	-	-	-	-	-
	Q4	OTC	373,491	0.18	1.34	498,949	584,781
		Exchange	-	-	-	-	-
2018	Q1	OTC	29,450	0.18	14.05	413,633	506,386
		Exchange	-	-	-	-	-
	Q2	OTC	18,468	0.21	14.26	263,435	315,047
		Exchange	-	-	-	-	-
	Q3	OTC	3,514	0.29	14.25	50,080	58,508
		Exchange	-	-	-	-	-
	Q4	OTC	37,403	0.27	2.72	101,580	114,445
		Exchange	-	-	-	-	-
2019	Q1	OTC	549,451	0.24	2.39	1,313,449	1,490,948
		Exchange	-	-	-	-	-
	Q2	OTC	18,440	0.22	17.17	316,563	355,134
		Exchange	-	-	-	-	-
Total			27,321,241			150,769,371	201,416,492

a/ net of EUR 10,000 exchange fees

Glossary

Term	Definition
ABED	Antigua and Barbuda Department of Environment
ADA	Agence pour le Developpement Agricole – Morocco
AGCI	Agencia de Cooperacion Internacional - Chile
ANII	Agencia Nacional de Investigación e Innovación – Uruguay
BOAD	West African Development Bank
CAF	Development Bank of Latin America
CSE	Centre de Suivi Ecologique - Senegal
DRFN	Desert Research Foundation Namibia
EPIU	Environmental Project Implementation Unit - Armenia
FDS	Fundecooperacion Para el Desarrollo Sostenible – Costa Rica
FN	Fundación Natura - Colombia
FNE	Fonds National pour l’Environnement – Benin
IDB	Inter-American Development Bank
IDDI	Dominican Institute of Integral Development
IFAD	International Fund for Agricultural Development
KEMITRAAN	Partnership for Governance Reform in Indonesia
MFEM	Ministry of Finance and Economic Management – Cook Islands
MIE	Multilateral Implementing Entity
MINIRENA	Ministry of Natural Resources - Rwanda
MOFEC	Ministry of Finance and Economic Cooperation – Ethiopia
MOPIC	Ministry of Planning and International Cooperation – Jordan
NABARD	National Bank for Agriculture and Rural Development – India
NEMA	National Environment Management Authority - Kenya
NEMC	National Environment Management Council - Tanzania
NIE	National Implementing Entity
OSS	Sahara and Sahel Observatory
PIOJ	Planning Institute of Jamaica
PROFONANPE	Fondo de Promoción de las Áreas Naturales Protegidas del Perú
RIE	Regional Implementing Entity
SANBI	South African National Biodiversity Institute
SPREP	Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme
UCAR	Unidad para el Cambio Rural – Argentina
UN HABITAT	United Nations Human Settlements Program
UNDP	United Nations Development Program
UNEP	United Nations Environment Program
UNESCO	United Nations Educational Scientific and Cultural Organization
WB	World Bank
WMO	World Meteorological Organization
WFP	United Nations World Food Program